

PLUS DE 876.000 CANDIDATS ATTENDUS

Les épreuves du Bac débutent aujourd'hui

Lire l'article de M. Aziza page 3

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Quel sera le prix
de l'Ormuz ?



PAR SIMON
JOHNSON¹ ET
AMIR KERMANI²



1. Lauréat du prix Nobel d'économie 2024 et ancien économiste en chef du Fonds monétaire international,
2. Professeur de finance et d'immobilier à la Haas School of Business de l'université de Californie à Berkeley, est chercheur associé au National Bureau of Economic Research.

Les États-Unis et l'Inde sont
devenus des rivaux régionaux



PAR BRAHMA
CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au Center for Policy Research de New Delhi et chercheur à la Robert Bosch Academy de Berlin, est l'auteur de **Water, Peace, and War: Confronting the Global Water Crisis...*

Un professeur doit travailler
dur et noter avec indulgence



PAR JAMES
K. GALBRAITH

Titulaire de la chaire des relations entre le gouvernement et les entreprises à la LBJ School of Public Affairs de l'université du Texas à Austin.

Le pape aurait dû
aller plus loin sur l'IA



PAR DARON
ACEMOGLU

Lauréat du prix Nobel d'économie 2024 et professeur d'économie au MIT, est coauteur (avec Simon Johnson) de *Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity* (PublicAffairs, 2023).



IRAN/ETATS-UNIS

Nouveaux échanges de tirs

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

AVEC UNE LARGE
PARTICIPATION
CONTINENTALE

Le Salon africain des affaires ouvre ses portes P. 3



Iran/Etats-Unis Nouveaux échanges de tirs

Mohamed Mehdi

Samedi, 99^e jour de l'agression américano-sioniste contre l'Iran. Les échanges de tirs ont eu lieu hier entre les Etats-Unis et l'Iran, alors que les deux parties sont encore impliquées dans le processus de négociations indirectes, et qu'une visite du ministre de l'Intérieur du Pakistan était prévue le jour même à Téhéran.

«L'armée américaine a déclaré avoir mené des frappes contre des sites radar iraniens vendredi, dans le cadre d'une action défensive menée après le lancement par l'Iran de quatre drones d'attaque en direction du détroit d'Ormuz», a rapporté Reuters. Elle a précisé que les sites radar de surveillance côtière iraniens ciblés par les Etats-Unis étaient situés à Goruk et sur l'île de Qeshm. Les forces armées iraniennes ont riposté de «manière proportionnée, dans le cadre du droit à la légitime défense» en ciblant des bases américaines au Koweït et à Bahreïn d'où sont parties les attaques américaines, rapportent des médias iraniens. Les Gardiens de la révolution iraniens (CGRI) ont également ciblé un pétrolier parmi les quatre qui «ont tenté de quitter illégalement le détroit d'Ormuz à l'instigation de l'armée américaine», selon un communiqué du CGRI.

«Après avoir ignoré nos avertissements, nous avons ciblé un pétrolier, qui s'est immobilisé, tandis que les autres navires en infraction ont fait demi-tour», ajoute le CGRI qui précise que leur attaque a visé «la base aérienne Ali Al Salem au Koweït et la Cinquième flotte à Bahreïn», avertissant que «si des actes hostiles à notre encontre se répètent, nous n'accepterons pas une riposte limitée».

NÉGOCIATIONS : LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR PAKISTANAIS ANNONCÉ À TÉHÉRAN

L'Agence de presse Mehr a annoncé, hier, citant une source iranienne, que le ministre pakistanais de l'Intérieur devait se rendre le jour même à Téhéran dans le cadre des efforts de médiation menés par Islamabad.

De son côté, Al Jazeera a rapporté, citant une source pakistanaise, que Mohsin Naqvi est porteur d'un «message du Pakistan au Guide suprême iranien», ajoutant que la missive contient «plusieurs propositions relatives à la question des avoirs iraniens gelés».

Avant de se diriger vers Téhéran, le ministre pakistanais de l'Intérieur avait rencontré, samedi, son homologue iranien à Bichkek, dans la capitale du Kirghizistan, précise encore Al Jazeera.

TÉHÉRAN SERMONNE LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AIEA

Le vice-ministre des Affaires internationales et juridiques au ministère des Affaires étrangères d'Iran, Kazem Gharibabadi, a sermonné, hier, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) après les déclarations de ce dernier sur le sort du stock d'uranium enrichi à 60% détenu par Téhéran. «Si l'AIEA souhaite participer à une solution diplomatique, elle doit rester neutre», a déclaré Gharibabadi, rappelant que l'Agence qui s'inquiète de la «perte d'accès» à l'uranium enrichi, «n'a pas condamné l'at-

taque contre les installations nucléaires iraniennes qu'elle inspectait». «M. Grossi évoque une «ambiguïté», un «manque d'accès» et une «rupture de la continuité des connaissances», mais cette situation n'est pas apparue ex nihilo», écrit M. Gharibabadi. «Des installations nucléaires placées sous garanties ont été la cible d'attaques militaires des Etats-Unis et du régime israélien. Le directeur général... n'a jamais condamné ces attaques.»

«L'AIEA ne peut se contenter de rendre compte des conséquences de l'attaque contre nos installations sans tenir compte de la responsabilité des auteurs de ces attaques», souligne Kazem Gharibabadi.

Rappelons que vendredi, le DG de l'AIEA a déclaré que l'Agence n'était pas en mesure de «vérifier l'arrêt de l'enrichissement d'uranium par l'Iran» qui est «le seul État non nucléaire à avoir accumulé de l'uranium enrichi à 60%». «Les attaques militaires ont créé une situation inédite concernant le suivi du programme nucléaire iranien», a ajouté le patron de l'AIEA sans nommer l'origine de ces attaques.

ISRAËL CIBLE UN VÉHICULE MILITAIRE LIBANAIS : 3 MARTYRS DONT DEUX OFFICIERS

Trois jours après l'annonce, par le Département d'Etat américain, de la conclusion d'un accord entre les autorités libanaises et l'entité sioniste, appelant le Hezbollah à cesser les tirs contre l'occupation, l'armée israélienne a bombardé un véhicule de l'armée libanaise, faisant au moins trois martyrs, dont deux officiers et un soldat.

«Israël et le Liban ont réaffirmé leur absence d'intentions hostiles l'un envers l'autre et se sont engagés à poursuivre les négociations directes afin de renforcer la confiance, de résoudre tous les points en suspens et de parvenir à un accord global entre les deux pays», lit-on dans le document du Département d'Etat. Cette attaque intervient également moins de 24 heures après la déclaration du président libanais, dans son interview sur CNN, que l'état d'hostilité entre le Liban et Israël devait cesser définitivement. Après l'attaque, dans un communiqué sur X, «le président libanais Joseph Aoun a fermement condamné l'attaque israélienne qui a visé ce matin une patrouille de l'armée libanaise sur la route Khardali-Nabatieh», la qualifiant de «violation flagrante de la souveraineté libanaise et du droit international», (...) «malgré les efforts déployés par le Liban lors des négociations à Washington pour mettre fin aux attaques israéliennes incessantes, qui restent impunies». Joseph Aoun a appelé la communauté internationale à «assumer ses responsabilités et à mettre fin à ces attaques répétées, en veillant au respect des résolutions internationales pertinentes afin de préserver la sécurité et la stabilité du Liban». De son côté, le Hezbollah estime que le ciblage de l'armée libanaise par Israël «est un crime délibéré, fruit du mépris des autorités (libanaises, ndlr) pour la souveraineté du pays et de leurs concessions injustifiées». «La classe politique libanaise a capitulé face aux exigences de l'ennemi à Washington, ce qui l'a enhardi à verser le sang du peuple et de l'armée», a ajouté le Hezbollah.

ANALYSE

Mohand El Hocine OUFFROUKH

Mariage tardif en Algérie, «un sujet de débat social»

En Algérie, le mariage tardif n'est plus un simple choix personnel ni une phase passagère dans la vie des jeunes, il est devenu un phénomène social qui soulève nombreuses questions et inquiétudes. Face aux difficultés économiques, notamment la hausse du coût de la vie, du logement et de la fondation d'un foyer. La société algérienne connaît également de profonds bouleversements dans ses valeurs et ses conceptions du mariage et de la famille. Prise entre les contraintes de la réalité matérielle et l'évolution des priorités et aspirations individuelles; des milliers de jeunes se trouvent confrontés à un dilemme complexe qui repousse leurs rêves de stabilité familiale.

Comment les conditions économiques et les transformations sociales ont-elles contribué à l'essor de ce phénomène ? Et quelles en sont les répercussions pour la société algérienne et son avenir ? Les pressions économiques et les transformations sociales ont largement contribué à la prolifération du phénomène du mariage tardif en Algérie ces dernières décennies, et ce phénomène est devenu un sujet de débat social et économique en raison de ses multiples effets sur les individus et la société :

Premièrement / Le rôle des pressions économiques dans le report du mariage :

- Coût élevé du mariage : augmentation des dépenses liées à la dot, aux festivités et à l'ameublement - prix élevés du logement, du mobilier et de l'électroménager : difficultés à trouver un logement indépendant en raison du prix élevé de l'immobilier et des loyers ; de nombreux jeunes dépendent des programmes de logement social, ce qui peut impliquer des années d'attente - chômage et faibles revenus : taux de chômage élevé notamment chez les jeunes et les diplômés universitaires, de même que les pouvoirs publics ont institué une allocation chômage qui a considérablement permis aux jeunes de préserver leur dignité, notamment en ce qui concerne la prise en charge de leurs petites dépenses journalières en attendant leur intégration dans le marché de l'emploi - la précarité de l'emploi et le faible pouvoir d'achat incitent les jeunes à reporter leur mariage jusqu'à ce que leur situation financière s'améliore et enfin - le coût de la vie élevé: la hausse des prix des biens et services essentiels affecte la capacité des jeunes à subvenir aux besoins de leurs familles

Deuxièmement : Le rôle des changements sociaux dans le report du mariage

- Elévation du niveau de l'éducation : le nombre croissant de jeunes, notamment de jeunes femmes, poursuivant des études universitaires et supérieures contribue au report de l'âge de

mariage - participation accrue des femmes au marché du travail : de nombreuses femmes privilégient désormais la stabilité professionnelle et financière avant de se marier- évolution des valeurs

et des perceptions sociales : le passage d'une conception précoce du mariage à une vision du mariage comme un projet exigeant une maturité économique et psychologique et l'élévation des critères des jeunes quant au choix d'un partenaire de vie -

-L'impact des médias et des technologies : La diffusion de nouveaux modèles de famille et de vie individuelle par le biais des médias et des réseaux sociaux et des critères plus exigeants pour le choix et la comparaison des partenaires potentiels.

- L'impact du phénomène sur la société :

1- Impacts positifs : Une plus grande maturité intellectuelle et émotionnelle chez les personnes sur le point de se marier, de meilleures possibilités de terminer ses études et de bâtir une carrière avant de fonder une famille, une capacité accrue chez certains couples à assumer les responsabilités familiales après avoir atteint une stabilité économique.

2- Répercussions négatives : Baisse des taux de mariage et de fécondité : le mariage tardif entraîne une baisse de taux de natalité à long terme - accroissement des pressions psychologiques et sociales : certains jeunes peuvent éprouver de la frustration ou de l'anxiété face à l'impossibilité de fonder une famille stable - évolution de la structure démographique : augmentation de l'âge moyen au mariage et modification de la structure par âge de la population - affaiblissement des liens familiaux dans certains cas : la formation tardive d'une famille peut affecter le renouvellement des familles et la cohésion sociale - propagation de certains problèmes sociaux : le mariage tardif peut entraîner une augmentation de certaines formes d'isolement social ou tensions familiales. Par ailleurs, parmi les avantages les plus significatifs du mariage précoce figurent sa contribution à la stabilité psychologique et émotionnelle des jeunes et la fondation d'une famille dès le plus jeune âge, permettant aux couples de construire progressivement leur vie ensemble. Il peut également renforcer les liens familiaux et favoriser le sens des responsabilités chez les jeunes, offrant ainsi aux parents la possibilité de continuer à élever leurs enfants tout en étant plus actifs. De plus, il peut contribuer à atténuer certains problèmes sociaux liés au mariage tardif, à condition que l'union soit fondée sur la maturité, la compatibilité et la capacité d'assumer les responsabilités familiales et financières.

Législatives du 2 juillet Le MSP présente son programme électoral

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelaali Hassani Cherif, a présenté, samedi à Alger, le programme électoral avec lequel son parti participera aux élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

Présidant une conférence au siège du parti, le président du MSP a indiqué que ce programme, placé sous le slogan "Confiance", porte "une vision globale qui ouvre de nouvelles perspectives" tout en reposant sur la confiance, la préservation de la souveraine-

té et le développement économique du pays. M. Hassani Cherif a souligné que le programme du parti "vise à renforcer la justice sociale, à préserver le pouvoir d'achat et à élargir les dispositifs de protection des catégories vulnérables, afin de garantir une vie digne à chaque citoyen".

Le programme accorde également "une place centrale à la jeunesse, considérée comme la véritable force de construction de l'avenir, en permettant aux jeunes d'investir les domaines de l'innovation, de l'entrepreneuriat, de

l'intelligence artificielle et des technologies modernes", a-t-il ajouté.

Le MSP entend aussi, à travers son programme, "soutenir la transition vers une économie productive et durable, créatrice de richesse et d'emplois et favorisant l'investissement", a-t-il poursuivi, soulignant, par ailleurs, que le programme électoral accorde une importance capitale aux "valeurs d'unité nationale, à l'identité nationale fédératrice et à la cohésion familiale et sociale, pour consolider la stabilité du pays et renforcer le front intérieur".

| | | | | |
|---|---|--|---|--|
| Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA | Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU | Direction - Administration Rédaction 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96 042.06.14.33 / 042.06.03.29 Fax: 042.06.31.98 | Fax Pub et Rédaction: 042.06.31.98 Imp.: Oran : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine : S.I.E. | INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail : infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com |
| Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE | | | | |
| «Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz | | | | |

Plus de 876.000
 candidats attendus
 Les épreuves
 du Bac débutent
 aujourd'hui

Plus de 876.000 candidats
 inscrits à la session 2026 du
 baccalauréat entament, à
 partir d'aujourd'hui, les
 épreuves de cet examen
 national décisif.

M. Aziza

Comme lors des pré-
 cédentes sessions,
 cette échéance est
 placée sous haute sur-
 veillance afin de lutter
 contre la fraude et la tri-
 cherie, et de préserver
 ainsi la crédibilité du bac-
 calauréat ainsi que l'éga-
 lité des chances entre tous
 les candidats.

Les candidats sont répar-
 tis à travers 2.973 centres
 d'examen ouverts sur
 l'ensemble du territoire
 national. Sur le plan or-
 ganisationnel, peu de
 changements ont été ap-
 portés par rapport aux
 années précédentes. Les
 épreuves se dérouleront
 sur cinq jours, du 7 au 11
 juin. La principale nou-
 veauté concerne les ho-
 raires d'accès aux centres
 d'examen. Désormais, les
 candidats peuvent se pré-
 senter à partir de 7h15 au
 lieu de 7h30 pour l'épreu-
 ve du matin, et à partir de
 13h45 au lieu de 14h00
 pour celle de l'après-midi.
 Cette mesure vise à faci-
 liter l'accueil des candi-
 dats et à assurer une
 meilleure organisation.

MOBILISATION
 GÉNÉRALE
 POUR LE BON
 DÉROULEMENT
 DE L'EXAMEN

Le ministère de l'Intérieur,
 des Collectivités locales et
 des Transports a, de son
 côté, assuré avoir finalisé
 l'ensemble des préparatifs
 organisationnels, logisti-
 ques et humains nécessai-
 res au bon déroulement
 de l'examen. Dans un
 communiqué, il a indiqué
 que plusieurs réunions de
 coordination et visites de
 terrain ont permis de vé-
 rifier l'état de préparation
 des centres d'examen,
 d'hébergement et de res-
 tauration, ainsi que la dis-
 ponibilité des moyens de
 transport destinés aux
 candidats. Le ministère a
 également souligné la
 mobilisation des services
 de sécurité afin de garan-
 tir la sécurisation des
 centres d'examen et le
 maintien d'un climat se-
 rein durant toute la pé-
 riode des épreuves. Un
 suivi de terrain sera as-
 suré tout au long de
 l'examen afin d'offrir les
 meilleures conditions
 possibles aux candidats.

Dans le même cadre, la
 Direction générale de la
 Protection civile a mis en

place un dispositif natio-
 nal préventif et opération-
 nel pour sécuriser le dé-
 roulement du baccalau-
 réat 2026. Près de 8.000
 agents d'intervention ont
 été mobilisés, appuyés
 par 588 ambulances et
 292 engins anti-incendie.
 Des inspections préventi-
 ves ont été effectuées
 dans les annexes de
 l'ONEC ainsi que dans
 les centres d'examen et
 de correction afin de vé-
 rifier les conditions de sé-
 curité. Le dispositif pré-
 voit également une pré-
 sence permanente des
 agents de la Protection
 civile au niveau des cen-
 tres concernés.

Par rappel, lors d'une
 visioconférence nationa-
 le tenue le 3 juin dernier
 avec les présidents des
 centres d'examen du bac-
 calauréat, le ministre de
 l'Éducation nationale, Mo-
 hamed Seghir Saâdaoui, a
 rappelé l'interdiction ab-
 solue d'introduire des té-
 léphones portables ou
 tout autre moyen de
 communication électroni-
 que dans les centres et les
 salles d'examen, aussi
 bien pour les candidats
 que pour les encadreurs.
 Il a également insisté sur
 l'application stricte des
 dispositions légales rela-
 tives à la lutte contre la
 tricherie et à la diffusion
 des sujets d'examen sur
 les réseaux sociaux.

Le ministre a, en outre,
 appelé les responsables
 des centres à veiller à la
 disponibilité de toutes les
 conditions matérielles et
 organisationnelles néces-
 saires, notamment le bon
 fonctionnement des in-
 frastructures, de la clima-
 tisation et de l'alimenta-
 tion électrique, la propre-
 té des locaux, la disponi-
 bilité de l'eau ainsi que
 l'accueil adéquat des can-
 dats. L'Entreprise publi-
 que de transport urbain et
 suburbain d'Alger et sa
 banlieue (ETUSA) a an-
 noncé la gratuité du
 transport au profit des
 candidats au baccalau-
 réat afin de leur assurer
 les meilleures conditions
 de déplacement vers les
 centres d'examen. De
 son côté, la Société na-
 tionale des transports fer-
 roviaires (SNTF) a égale-
 ment mis en place un ser-
 vice de transport gratuit
 pour les candidats. Cette
 mesure concerne les li-
 gnes ferroviaires de ban-
 lieue d'Alger, Constanti-
 ne, Oran et Annaba.

Raina
 Raïkoum

Ahmed Farrah

Mais où est passé
 le facteur ?

Je fais partie d'une géné-
 ration qui a connu le
 monde avant Internet, et
 même avant les télé-
 phones mobiles. La communi-
 cation y avait un autre poids : pas de notifica-
 tions, pas d'applications, pas de messages réduits
 à quelques symboles.

Le téléphone se limitait aux appels locaux. Les
 communications internationales, longues à compo-
 ser avec leurs indicatifs, coûtaient cher et laissaient
 une trace bien visible sur la facture. Puis vinrent
 les cabines téléphoniques. Souvent occupées, elles
 imposaient l'attente. On glissait quelques pièces dans
 la fente, leur chute produisant ce son métallique fa-
 milier, tandis que certains prolongeaient la conversa-
 tion comme s'ils racontaient toute une vie.

Écrire, alors, relevait d'un acte. La correspondan-
 ce avait son rythme, sa discipline, presque son rite-
 uel. On s'asseyait devant une feuille, souvent qua-
 drillée, avec une intention claire : dire quelque chose
 qui mérite d'être écrit. Les mots ne venaient pas
 seuls ; ils se cherchaient, se pesaient. On faisait
 attention aux formules, à la justesse des phrases, à
 l'orthographe. On écrivait lentement, puis on reli-
 sait. On effaçait, on corrigeait, parfois on recom-
 mençait entièrement, pour que la lettre soit digne
 d'être envoyée.

Le geste se prolongeait : plier soigneusement le
 papier, le glisser dans une enveloppe. Écrire l'adres-
 se du destinataire avec précision, inscrire la sien-
 ne au dos, coller le timbre. Puis venait le moment
 simple et solennel à la fois : poster la lettre.

Après cela, il n'y avait plus rien à faire qu'atten-
 dre. Attendre des jours, des semaines, parfois des
 mois. Et dans cet intervalle, l'imagination travaillait.
 On relisait mentalement ce que l'on avait écrit, on
 anticipait la réponse, on prêtait à l'autre des pen-
 sées, des émotions. L'attente n'était pas vide : elle
 était habitée.

Et puis il y avait le facteur. Silhouette familière
 du quartier, sac en bandoulière, cape imperméa-
 ble en hiver, tenue légère en été. Vêtu avec soin,
 souvent en noir, casquette ajustée, il connaissait
 chaque rue, chaque porte, chaque nom. Il n'était
 pas un simple messenger : il était le porteur des

nouvelles — heureuses ou
 douloureuses — celui qui,
 d'un geste, pouvait faire bas-
 culer une journée.

Recevoir une lettre, c'était
 recevoir un fragment de vie.

À ce monde de l'écrit s'ajoutaient des rendez-
 vous immuables. À la fin de l'année, on chois-
 sait avec soin des cartes de vœux. On prenait le
 temps d'écrire quelques lignes personnelles, par-
 fois les mêmes formules, mais toujours adaptées,
 toujours signées de sa main. Ces cartes traver-
 saient les villes et les frontières, portant avec
 elles une attention réelle, tangible.

Il y avait aussi les cartes postales des vacances.
 On les choisissait sur un présentoir, en fonction d'un
 paysage, d'un monument ou d'une lumière particu-
 lière. Quelques phrases suffisaient : dire l'endroit,
 le temps qu'il fait, évoquer un souvenir partagé. L'écri-
 ture était souvent brève, contrainte par l'espace, mais
 elle portait l'essentiel. Le cachet de la poste, les tra-
 ces du voyage, tout participait au message.

À cette époque, nous étions jeunes et pourtant
 ouverts sur le monde. Nos réseaux existaient déjà,
 mais ils avaient un autre visage : celui des revues
 et des magazines qui proposaient des pages de cor-
 respondance. On choisissait un prénom, un pays,
 parfois un visage. On écrivait. Et l'on recevait, un
 jour, une réponse venue d'ailleurs.

De ces échanges naissaient des liens réels : des
 amitiés, des découvertes, des voyages, parfois des
 histoires d'amour, et plus encore. Chaque relation
 avait un poids, parce qu'elle avait demandé du temps.

Nous n'étions pas perdus dans un flux continu ni
 noyés sous des choix infinis. Les possibilités exis-
 taient, mais elles étaient mesurées, humaines. Les
 relations se construisaient à un rythme qui laissait
 place à la profondeur.

Aujourd'hui, tout est instantané. Mais dans cette
 immédiateté, quelque chose s'est diluée : la densi-
 té du mot, la valeur de l'attente, la lenteur féconde
 qui donnait au lien sa consistance.

Écrire une lettre, autrefois, c'était déjà rencon-
 trer l'autre — une expérience que ceux qui ont gran-
 di avec les messages instantanés connaissent peu,
 ou autrement.

Avec une large participation continentale
 Le Salon africain des affaires
 ouvre ses portes

Le ministre du Commerce extérieur
 et de la Promotion des exporta-
 tions, Kamel Rezig, a présidé samedi
 à Alger, l'ouverture de la 4e édition du
 Salon africain des affaires (SADA 2026),
 marquée par une large participation
 continentale dans l'objectif de renforcer
 les partenariats économiques, de pro-
 mouvoir les échanges commerciaux et
 de soutenir le processus d'intégration
 économique en Afrique.

Organisée sur trois (3) jours sous le
 thème, "Construire les partenariats
 africains de demain : innovation, sou-
 veraineté économique et intégration
 continentale", cette manifestation éco-
 nomique constitue un espace de pro-
 motion du dialogue économique et
 d'exploration de nouvelles opportuni-
 tés d'investissement, de partenariat et
 de coopération entre les acteurs éco-
 nomiques à travers le continent.

Les délégations participantes, repré-
 sentant 25 pays africains, regroupent
 des représentants d'institutions et
 d'organismes publics, des opéra-
 teurs économiques, des investis-
 seurs, des organisations profession-
 nelles et des chambres de commerce.
 51 entreprises algériennes et opé-
 rateurs économiques prennent part à
 cette manifestation.

Le programme de cette édition com-
 prend des rencontres B2B et des pa-
 nels de discussion consacrés notam-
 ment au commerce intra-africain, la

Zone de libre-échange continentale
 africaine (ZLECAf), au financement,
 à la logistique, à l'industrialisation lo-
 cale, à l'innovation, à l'entrepreneu-
 riat et aux perspectives du dévelop-
 pement économique en Afrique.

L'événement prévoit également des
 espaces d'exposition économique et
 commerciale, des rencontres B2B ainsi
 que des espaces d'échanges institu-
 tionnels destinées à favoriser la con-
 clusion de partenariats et la création
 d'opportunités concrètes de coopé-
 ration et d'investissement à l'échelle du
 continent africain.

Intervenant à l'ouverture de la qua-
 trième édition du SADA 2026, Kamel
 Rezig, a mis en avant l'engagement de
 l'Algérie à renforcer son intégration
 économique dans l'espace africain,
 notamment à travers le développe-
 ment de chaînes de valeur continen-
 tales et l'encouragement des partena-
 riats économiques fondés sur les inté-
 rêts mutuels.

Le ministre a souligné que l'Algérie,
 conformément aux orientations du
 président de la République, M. Abdel-
 madjid Tebboune, accorde une impor-
 tance particulière au renforcement de
 sa présence économique sur le conti-
 nent africain, convaincue que la réali-
 sation d'un développement durable en
 Afrique passe par l'élargissement des
 échanges commerciaux intra-africains,
 la promotion de l'investissement pro-

ductif et le développement des chaî-
 nes de valeur africaines.

Il a affirmé que le ministère du Com-
 merce extérieur et de la Promotion des
 exportations œuvre à la mise en
 œuvre de programmes et de mécanis-
 mes destinés à soutenir les entrepri-
 ses algériennes et à les accompagner
 dans leur accès aux marchés africains,
 ainsi qu'à tirer profit des opportunités
 offertes par la Zone de libre-échange
 continentale africaine (ZLECAf), qu'il
 a qualifiée de l'un des projets écono-
 miques stratégiques les plus impor-
 tants du continent.

Concernant le Salon africain des af-
 faires, M. Rezig a déclaré que cette
 manifestation constitue un espace pri-
 vilégié pour le renforcement de la coo-
 pération économique et commerciale
 entre les pays africains et pour la con-
 solidation des partenariats entre les
 différents acteurs économiques, en co-
 hérence avec l'objectif de bâtir une
 économie africaine davantage inté-
 grée et capable de mieux valoriser ses
 ressources humaines et naturelles.

Il a, par ailleurs, appelé les partici-
 pants à saisir cette occasion pour éta-
 blir des partenariats durables, échan-
 ger les expériences et explorer de
 nouvelles opportunités de coopé-
 ration et d'investissement, de nature
 à soutenir les efforts consentis pour
 le développement et la prospérité
 sur le continent.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة السكن والعمران والمدينةOffice de Promotion et de
Gestion Immobilière de la
Wilaya de RELIZANE
Direction Générale
N° 003/OPGI.R/DG/2026ديوان الترقية والتسيير العقاري
ولاية غليزان
المديرية العامة

رقم: / د.ت.ع.م.ع. 2026/

Relizane le : 25 ماي 2026

MISE EN DEMEURE N°02

• Rattrapage du retard

• Renforcement du chantier en moyen humains et matériels

- Vu le marché N°35/2025 du 09/10/2025 contracté avec l'entreprise DAHMANE ABDELKADER portant réalisation en tous corps d'Etat T.C.E et VRD 180/1110 LOGTS LPL Année 2024 Commune de MATMAR pour un délai de 14 mois.
- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N°123/2025 notifié à l'entreprise en date du 13/10/2025.
- Vu l'article N°09 du décret exécutif N°16-224 Du 22 Aout 2016.
- Vu le planning d'exécution des travaux visé par l'entreprise.
- Vu les graves insuffisances constatées au niveau de l'exécution des travaux.
- Vu le non-respect du planning contractuel d'exécution des travaux.
- Vu l'absence d'un représentant permanent sur le chantier.
- Vu l'insuffisance des moyens humains et matériels affectés au chantier.
- Vu le non-respect des instructions du Maître d'Ouvrage et du bureau d'étude et du CTC
- Vu l'absence de réponse aux observations consignées dans les procès-verbaux établis par le bureau d'étude.
- Vu la lettre de mise en demeure n°01 du 18/01/2026 notifiée à l'entreprise en date du 02/02/2026
- Vu le rapport d'avancement des travaux établi par le bureau d'étude en date du 01/02/2026
- Vu le rapport d'avancement des travaux établi par le bureau d'étude en date du 05/02/2026
- Vu la mise en demeure n°01 publiée aux journaux publics en arabe « الشعب » du 28/02/2026 et en français « El Moudjahid/Pub » du 26/02/2026 notifiée par huissier de justice le 25/03/2026.
- Vu le P.V de carence le 01/04/2026.

L'entreprise DAHMANE ABDELKADER dont le siège est sis à la Zone d'activités lot n02 chattia bouzeghaia zeboudja W.Chlef.

EST MISE EN DEMEURE SOUS HUITAINE POUR :

- Désigner un représentant permanent et qualifié sur le chantier.
- Doter le chantier en moyens humains, matériels et logistiques suffisants afin d'assurer le bon déroulement des travaux.
- Elaborer un planning actualisé de rattrapage précisant les mesures envisagées pour rattraper le retard constaté.
- Accélérer le rythme d'exécution des travaux et prendre toutes les dispositions nécessaires pour rattraper le retard.
- Se conformer aux instructions du Maître d'Ouvrage et du bureau d'étude et du CTC
- Lever les réserves et répondre aux observations consignées dans les procès-verbaux des réunions précédentes.
- Mettre en œuvre les mesures techniques nécessaires pour garantir la qualité des travaux et le respect des spécifications techniques à toutes les phases d'exécution.

Il est rappelé également à l'entreprise que la date contractuelle de réception du projet est fixée au mois de décembre 2026.

Par conséquent, à défaut de remédier à cette situation dans un délai de huit (08) jours à compter de la date de la première publication de la présente dans les journaux quotidiens nationaux, les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur ainsi que par les clauses contractuelles seront appliquées à l'encontre de l'entreprise.

Le Directeur Général

ANEP N° 2631009269 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ADRAR
DAIRA DE REGGANE
COMMUNE DE REGGANE

Reggane le :

NIF: 4100020000105700101

AVIS L'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 11 /2026

Le président de l'assemblée populaire communal de Reggane wilaya d'Adrar lance une avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimal après la résiliation de marché 09/2025 et l'infirmité d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimal N° 10/2026 pour projet : Réalisation de 6 classes extensions coraniques pour dans les écoles coraniques à Reggane devisé ou 03 lots.

lots N°02: Timadanine , tinoulaf alkadima
lots N°03: Hay Annajat , Taourit

Les Soumissionnaires intéressées et possesseur un Certificat de qualification et classification professionnelles activité en Bâtiment (principale ou secondaire) Catégorie (01) et plus , concernées peuvent s'approcher auprès du bureau de marché de l'APC de Reggane pour consulter ou retirer le cahier de charges contre paiement de la somme de dix milles dinars (10.000,00 DA) .

Les plis doivent être déposés au niveau du secrétariat du président d'APC sous trois enveloppes séparées : (le dossier de candidature) et (offre technique) et (offre financière) indiquant la dénomination de l'entreprise référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » , « offre technique » ou « offre financière » selon le cas .ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres appel d'offres N :11/2026 l'objet de l'appel d'offre

Les présentations sont présentées en trois parties et jointes aux documents réglementaires suivants:

Documents requis:

01- LE DOSSIER DE CONDIDATURE :

- une déclaration de candidature dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
- une Déclaration de probité dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
- Copie du Registre de commerce électronique.
- Copie du Statut pour les sociétés.
- le document justifiant la délégation de signature.

les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les capacités des candidats des soumissionnaires .

Capacités Professionnelles : Certificat de qualification et classification professionnelles

Capacités Financières : - Chiffre d'affaire des trois (03) dernières années (Joindre attestation d'activité).

Capacités Techniques : - Liste des projets similaires réalisés avec attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages.

- Liste du matériel accompagnés de carte grise et assurances pour le matériel roulant et facture d'achat pour le reste, au certificate des constat du huissier au nom du soumissionnaire dûment justifié.
- Liste des moyens humains accompagnés des attestations ou diplômes et déclaration CNAS +attestation d'affiliation.
- Copie de soumis ou non soumis d'impôt C20 (montre le système en usage réel ou arbitraire).

02)-L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT:

- déclaration à souscrire dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
- le cahier des charges portant à la dernière page ,la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Planning des travaux.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique .
- Certificat technique de justification.

03)-L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT:

- Lettre de soumission dûment renseignée, signée, cachetée et datée..
- Bordereau des prix unitaires dûment renseignée, signée, cachetée et datée.
- détail quantitatif et estimatif dûment renseignée, signée, cachetée et datée.

NB/ -Chaque pièce doit être valide

- La date de dépôt des offres est fixée au Douze (12) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ; jusqu'à 12H00

- L'ouverture en séance publique des plis des dossier de candidatures des offres techniques et financières est fixée à 12 h 30 au siège de La commune de Reggane .le dernier jour correspondant à la date de dépôt des offres, si ce jour est férié cette dernière est reportée au jour ouvrable qui suit à la même heure , cet avis sera considéré comme invitation aux soumissionnaires pour assister aux séances d'ouvertures des plis .

-Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

LE PRESIDENT de l'a.p.c

ANEP N° 2631009160 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DE TRETTOIRE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH

POS 22 ROUTE AFLOU - WILAYA EL BAYADH

NIF : 099632010774718

Nouvellement AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES

CAPACITES MINIMALES

N° : / 2026

27 ماي 2026

Conformément à l'article 44 de décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et la loi N°12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics. L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la Wilaya d'El Bayadh lance neuvième avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif à

Réalisation des 80/400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH LOT 07, Programme Complémentaire 2024

- Lot N°07 : Réalisation 80/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a El Bayadh

- Il s'agit d'un Neuvième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse aux entreprises nationales, publiques ou privées, dont les capacités répondent aux critères sous cités :

1- Capacités professionnelles :

- Qualifiés à la catégorie Quatre (04) ou plus, dont l'activité principale bâtiment.

2- Capacités financières :

- Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire cumulé durant les trois dernières années : supérieur ou égale à 50 000 000,00 DA. Joindre une copie des bilans financiers des années (du 2022 à 2024), visées par les services des impôts.

3- Capacités technique :

- **Référence professionnelle :** ayant réalisé au minimum un projet de Réalisation des 50 Logements ou plus en TCE ou un cumul de 100 Logement ou plus en TCE en prenant en compte au moins 20 logements ou un projet de catégorie « B » ou plus durant 10 dernières années (du 2015 à 2024) , justifié par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics et qui doivent comporter (l'intitulé du projet, le montant du projet, le délai, la catégorie du projet et la date de la réception provisoire).

- **Moyens humains :** un Architecte/Master en Architecture ou Ingénieur/master dans le domaine du bâtiment, justifié par des pièces administratives et réglementaires y afférent à savoir : diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).

- **Moyen matériel :** L'entreprise doit justifier les moyens matériels suivant :

- Un Engin de terrassement (Propriétaire ou contrat de leasing)
- Grue Fixe ou Mobile (Propriétaire ou contrat de leasing)
- Un Camion de 10 Tonnes (Propriétaire ou contrat de leasing)

La Liste des moyens matériels à mobiliser dans le cadre du présent projet dûment visée par le soumissionnaire, Matériel Roulant : cartes grises + polices d'assurances, et un Pv de Huissier de Justice Daté au moins 06 mois à la date d'ouverture des plis.

Contenu du dossier de soumission

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1-L'Enveloppe dénommée « DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :

- la déclaration de candidature dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- la déclaration de probité dûment remplie et signée selon le modèle ci-joint.
- Le certificat de qualification et classification professionnelle catégorie Quatre (04) ou plus activité principale Bâtiment.
- les statuts pour les sociétés

- Registre de commerce électronique

- Carte d'identification fiscale

- l'extrait de rôle néant ou échéance

- Les documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, à savoir :

- Capacités techniques :

- Les moyens humains : justifiée par La déclaration annuelle des salaires d'année précédente et CASNOS pour le gérant, pour l'encadrement joindre les diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).

- Les moyens matériels : * Propriétaire : pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.

2- L'Enveloppe dénommée « OFFRE TECHNIQUE » contient :

La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, datée, avec apposition de cachet.

Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif (selon modèle ci-joint. Daté, cacheté et signé sous peine de rejet de l'offre) répondant aux points suivants :

Le délai d'exécution y compris planning des travaux visé et signé par l'entreprise.

Les moyens humains affectés au chantier, Justifie diplômes, attestations de travail, Affiliation CNAS et le cas échéant fiche carrière (pour l'expérience).

Les moyens matériels affectés au projet, pour le matériel roulant joindre carte grise, police d'assurance, pour le matériel non roulant, un PV d'huissier de justice daté au moins six (06) mois à la date d'ouverture des plis.

Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

Le procès-verbal de visite du site.

Le délai d'exécution y compris planning visé et signé par l'entreprise

Caution de soumission d'une valeur supérieure à un (01) % de montant de la soumission, s'il y a lieu.

3- L'Enveloppe dénommée « OFFRE FINANCIERE » contient

-La lettre de soumission (selon modèle du cahier des charges) dûment remplie, datée, signée par le soumissionnaire

-Le bordereau des prix unitaires, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

-Le devis quantitatif et estimatif, dûment rempli, daté et signé portant cachet et griffe par le soumissionnaire ;

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée, contenant les trois plis cachetés séparés ; comportant la mention : « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » ; appel- d'offres N°..... l'objet de l'appel d'offres.

L'enveloppe doit porter la mention suivante :

A
Monsieur Le Directeur Général de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière d'El Bayadh

Adresse du service contractant : Sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Neuvième Appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales

N°

Réalisation des 80/400 /1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH en LOT 07 ,
Programme complémentaire 2024.

Les Soumissionnaires Sont invité à retirer les cahiers des charges auprès de direction général de OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA EL BAYADH , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh , contre le paiement de 5 000 DA représentant les frais de production.

Aucune information relative au montant de l'offre financière ne doit figurer dans les plis de l'offre technique et plis de présentation sous peine de leur rejet

La Durée de préparation des offres s s est fixée à 15 jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres, sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres est fixée pour le dernier jour de préparation des offres au plus tard à 12h, au niveau de la Direction Générale l'OPGI d'El Bayadh , sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh

L'ouverture des plis se fera le même jour de la date de dépôt des offres, à partir de 13 h 00 mn, au niveau de la Direction Générale de l'O P G I d'El Bayadh, sis à Pos 22 Route Aflou El Bayadh.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le présent avis est considéré comme invitation à tous les concurrents pour assister à l'ouverture des plis.

ANEP N° 2631009242 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

Par Arezki Derguini

Suite et fin

**RESTAIENT
AUX CONDITIONS
SUBJECTIVES
D'EN DÉVELOPPER
LA FORMULE**

Il faut le répéter, on ne peut se projeter sans vision stratégique de long terme qui partant d'un état présent, produit du passé, vise un état futur. Sans axiomes de base fermes et de longue portée, on ne peut être que ballotés par les circonstances. La djemaa comme institution sociale fondamentale ne peut revivre que si elle est réinventée comme noyau d'un système institutionnel contemporain. Pour l'heure, certains axiomes qui datent de la première période de l'indépendance, ceux d'une industrialisation déboutée, continuent d'opérer bien qu'on les ait oubliés, enfouis dans un certain flou, parce que d'autres n'ont pas pu les compléter et les affiner.

Le problème n'est pas dans la complexité de la construction de la société que peuvent impliquer les conditions technologiques, mais dans la confiance de la société en elle-même qui transpire dans cette construction et dans la minorité dirigeante. Confiance qui tient dans la qualité et la pertinence de l'information qui sera produite et aura circulé au sein de la société. Aussi ce qui doit départager les sociétés, c'est le degré de confiance de la population que rendent possible ses institutions et non le régime politique pris séparément des autres institutions sociales. Démocratie et défiance peuvent coexister. Le degré de confiance s'objective dans la performance globale de la société.

Après la chute de l'Union soviétique, l'hégémonie culturelle occidentale se croyait complète. On se mit alors à penser et à laisser croire que la démocratie occidentale, l'économie de marché serait l'avenir du monde. Les élites postcoloniales socialisantes se mirent à l'école libérale, jusqu'à ce que le succès de certains régimes autoritaires vienne contester l'autorité des régimes démocratiques.

C'est que les rapports entre autorité et pouvoir ne sont pas simples ou d'un seul type. On a coutume d'associer le premier terme au symbolique et le second au physique. En vérité cette dichotomie entre le symbolique et le physique n'est pas universelle. Leur séparation est une production culturelle, celle de la culture occidentale est dichotomique. On peut se représenter un rapport plus général, comme rapport de substitution et de complémentarité dans une unité dialectique. Quand ils se substituent pour se compléter, ils progressent. L'émergence de nations performantes sous régime autoritaire mettait fin au mythe de la fin de l'histoire. Dans une opposition des régimes démocratiques et des régimes autoritaires, l'histoire se répétait, mais pas à l'identique. C'est dans la répétition que naît la différence et c'est dans la différence que se répète l'histoire. Les Chinois ont imité les Soviétiques puis les Américains, non pas pour devenir soviétiques puis Américains, mais pour exister en tant que Chinois. De la répétition naîtra la différence, parce que dans la répétition, les Chinois auront actualisé un fond chinois. On ne peut plus associer régime autoritaire et défiance sociale, non plus régime démocratique et confiance sociale. Les régimes démocratiques sont autoritaires du fait que la Science a déclassé le sens commun, s'est substituée au politique. Tant que l'autoritarisme de la Science était bienfaisant, tant qu'elle tenait ses promesses de progrès social, son autorité et celle du politique n'étaient pas

contestées, mais dès lors que la pratique scientifique ne devenait plus alignée avec les intérêts sociaux, dès lors que progrès scientifique ne signifiait plus progrès social, la défiance entre le système politique et la société s'installa. Le politique n'étant plus soutenu par la Science asservie par la finance.

Quand on fait la différence entre régime démocratique et régime autoritaire la confiance sociale est oubliée, on écarte la question de savoir dans quel régime la confiance est-elle la mieux partagée ? Et que compte le seul régime politique pour la confiance sociale. La démocratie en protégeant les droits individuels contre les pouvoirs sociaux, d'État et autres, avait précisément pour objectif de produire une telle confiance sociale. On peut se demander aujourd'hui si c'est toujours le cas. On peut se demander si des régimes dits autoritaires ne peuvent pas produire une telle confiance. Car en fait, le but de tout régime politique, de toutes institutions, est de produire cette confiance sociale. De l'inopérabilité de cette opposition régime politique démocratique et régime politique autoritaire, il faut tirer la conclusion que tout système institutionnel, quel que soit la dénomination ou la représentation formelle, a pour but de produire de la confiance sociale. Le système institutionnel est produit par et dans les rapports sociaux, par lequel ils produisent de l'autorité et du pouvoir, de la confiance ou de la défiance sociale. Et ne pouvant réduire les rapports humains à un seul type de rapports sociaux, on ne peut réduire la diversité des systèmes institutionnels à un seul système. On jugera un système institutionnel par son aptitude à produire de la confiance sociale, autrement dit de l'autorité et du pouvoir, sans le séparer des conditions sociales qui l'ont rendu possible et dans lesquelles il opère. La démocratie est née de situations révolutionnaires européennes, la démocratie européenne ne sera pas nécessairement révolutionnaire dans d'autres contextes sociaux ayant besoin de révolution. On ne peut pas imiter un système institutionnel sans se référer à ses conditions sociales de production. La société peut se retrouver en dehors de ce système.

Dans un monde dominé par des rapports d'asymétrie et de domination, on ne peut demander à toutes les sociétés d'être également ouvertes. Les démocraties sont des sociétés ouvertes, les régimes autoritaires sont ceux de sociétés fermées. C'est ce monde que dominent certaines puissances qui fait que les sociétés dominantes peuvent rester ouvertes alors que les sociétés dominées doivent se fermer pour se protéger, qui produit la différence des régimes politiques, qui oppose régimes démocratiques et régimes autoritaires. Des régimes autoritaires bénéficient de la confiance sociale parce qu'ils permettent à leur société d'élever son rang. Ils réussissent à améliorer les droits sociaux et économiques sans avoir promu les droits individuels et politiques. Des régimes démocratiques qui avaient la confiance de leurs populations la perdent parce que les droits individuels ne sont plus compatibles avec les droits économiques et sociaux. Il est préférable d'opposer sociétés ouvertes et sociétés fermées plutôt que régimes démocratiques et régimes autoritaires. Toute société fait preuve d'une certaine ouverture et d'une certaine fermeture, son ouverture dépend de sa fermeture et inversement. Il y a celles qui progressent dans l'ouverture grâce à une certaine fermeture et d'autres qui progressent dans la fer-

meture du fait d'une certaine ouverture. Les sociétés s'ouvrent en développant leurs interdépendances mondiales desquelles elles profitent, elles se ferment et réduisent leur dépendance au monde pour ne pas en souffrir. La Chine s'est ouverte dans une certaine mesure et s'est fermée dans une autre, elle a phagocyté les entreprises occidentales et a transformé sa dépendance au monde en dépendance du monde à son égard.

L'hégémonie culturelle américaine étant battue en brèche, quel exemple les riches des sociétés postcoloniales peuvent-ils offrir à leur société ? Le vice ne se transforme plus en vertu, l'enrichissement individuel ne conduit plus automatiquement à l'enrichissement collectif. Le vice en réalité n'a pas été transformé en vertu par l'alchimie du marché, le marché a déporté le vice de l'intérieur de la société vers son extérieur. Le vice colonial a en vérité cultivé la vertu économique et démocratique, le colonialisme a entrete nu la démocratie.

Les sociétés sont par nature hiérarchiques. Les hiérarchies sont des constructions sociales à condition de renoncer à la dichotomie société nature. Elles ne sont pas indépendantes de la nature, le fruit de la seule volonté sociale. Elles existent ne serait-ce que par la différence d'âges, de forces et d'expériences. La compétition et ses règles établissent une hiérarchie à laquelle participent des autres qu'humains. La vie comme compétition se multiplie en différenciant les champs de ses compétitions et ses hiérarchies. La fonction première des hiérarchies est de pacifier la compétition sociale, « la lutte des places » sociales, en l'ordonnant.

Elles deviennent domination dès lors qu'elles combattent la compétition et cessent de la pacifier et de l'ordonner. L'égalité des chances ou égalité devant la loi est légitimation d'une hiérarchie des conditions. L'égalité des chances de la démocratie et de l'État de droit occidentaux légitime la société inégalitaire de classes. La préférence pour l'égalité juridique et politique n'est pas contradictoire avec la préférence pour l'inégalité sociale et économique, elle relève de deux plans différents, mais se suppose mutuellement, se complètent. On peut confondre égalité et justice du point de vue de l'État de droit, mais pas inégalité et injustice, inégalité et discrimination. On ne peut penser l'égalité qu'en référence à l'inégalité.

La différenciation de la société produit l'inégalité. L'égalité est la condition de l'identité, en ce sens, tous les humains sont égaux, mais ils sont aussi différents, ils vivent des expériences différentes, leur être-au-monde est différent, ils sont dans le monde de différemment. Les humains dans leurs similitudes se substituent les uns aux autres, ils se complètent dans leurs différences. Et c'est parce qu'ils sont semblables et différents qu'ils peuvent se compléter. En cessant d'être différents, ils n'ont plus raison de se compléter. Si ce que possède l'un est possédé par l'autre, ils se séparent. Et si ce que possède l'un doit être possédé par l'autre, mais ne le peut pas, ils deviennent rivaux. Le mythe de l'égalité dans un jeu à somme nulle ou négative alimente la rivalité mimétique. Homme et femme sont semblables et différents. Ils peuvent se substituer l'un à l'autre de par leur similitude, ils peuvent se compléter de par leur différence.

Dans un jeu à somme nulle ou négative, parce que la femme peut se substituer à l'homme, elle devient son rival. Apparaît alors une rivalité mimétique (René Girard), ils se disputent le même désir.

Egalité et hiérarchie ne s'opposent

donc pas tout simplement. Une hiérarchie est légitime, incontestable, si tous ont eu la chance de pouvoir occuper son sommet (égalité des chances dans la société de classes) ou plus simplement, bénéficient de ses bienfaits et sont protégés de ses méfaits^[4]. Mais fondamentalement, il y a société des égaux parce que de par un processus d'indifférenciation, chacun a le sentiment d'être semblable à l'autre, qu'il peut se mettre à la place de l'autre, accepte sa place et la place de l'autre. Le processus d'indifférenciation unifie. Le mythe de l'égalité incarne le processus d'indifférenciation qui s'efforce de contenir le processus de différenciation. Le processus de différenciation différencie les positions sociales, fait les individus différents, inégaux en pouvoir et en autorité, il hiérarchise. Si le processus de différenciation ne rompt pas le processus d'indifférenciation, ne sépare pas radicalement les individus, chacun a le sentiment d'appartenir à un tout dans lequel il est respecté.

La différenciation sociale conduit à la différenciation du pouvoir. Avec le capital mobilier, le pouvoir de l'argent se sépare de la propriété de la terre et du pouvoir guerrier. Ce n'est plus la propriété de la terre qui fait le pouvoir, le féodal qui représente le pouvoir. Le pouvoir se différencie alors en pouvoir du savoir, de l'avoir et du guerrier. Le pouvoir du savoir antérieur au pouvoir de l'argent se séparant alors du pouvoir militaire pour s'associer au pouvoir de l'argent. Le savoir de religieux dans sa dominance devient scientifique. Les trois pouvoirs se différencient, mais ne se dissocient pas, ils se réajustent et se hiérarchisent. Le socialisme donne la prééminence au savoir (composante du travail), le capitalisme au pouvoir de l'argent.

**EN GUISE
DE CONCLUSION**

La compétition produit la hiérarchie, elle produit aussi des monopoles. La compétition ne va pas sans monopolisation. Les compétiteurs ont une propension à se soustraire à la compétition, à dominer la compétition. Pour diriger la compétition, les hiérarchies qui en sont issues s'efforcent de la contrôler. Les sociétés sont plus ou moins ouvertes ou fermées à la compétition.

C'est de leur capacité à supporter la compétition mondiale, de leur manière d'entrer en compétition mondiale et leur fermeture. Les régimes autoritaires sont les régimes de sociétés fermées, elles peuvent pratiquer une certaine ouverture, une ouverture contrôlée. Les sociétés ne sont donc pas de nature démocratique ou autoritaire. Dans le système d'interdépendances mondiales, leur compétition a un caractère fermé ou ouvert selon que ces sociétés tirent désavantage ou avantage du système. Dans les sociétés fermées, les riches et les puissants se protègent de la compétition mondiale dans laquelle ils ne peuvent entrer, ils administrent la compétition à l'aide de monopoles qui l'inhibent. Dans les régimes autoritaires qui font place à la compétition mondiale et en triomphent, les monopoles garantissent la montée en compétitivité de leur société. Ils veillent à rendre possible une puissante compétition interne qui produira les hiérarchies en mesure d'entrer en compétition avec les hiérarchies mondiales. L'ouverture et la fermeture des sociétés à la compétition mondiale a pour enjeu la production et reproduction des hiérarchies sociales. On distinguera les régimes autoritaires selon que leur société est animée par une propension à l'ouverture de celles qui ont une propension à la

fermeture. Les régimes autoritaires des sociétés fermées au contraire des régimes autoritaires des sociétés ouvertes souffrent d'une indifférenciation sociale qui ne fait pas de place à la différenciation sociale exigée par la compétition mondiale. Ce sont des sociétés qui ont peur de la différenciation sociale parce qu'elles n'ont pas une vision claire de leur système social. Les sociétés sont dites autoritaires par l'Occident, parce qu'elles refusent le système social occidental basé sur la propriété exclusive, les libertés individuelles et la libre compétition, la suprématie de l'avoir sur le savoir, de la hiérarchie capitaliste (le capital financier) sur les autres hiérarchies. On peut dire un régime autoritaire dictatorial par qu'il soumet strictement l'ensemble des hiérarchies à une seule hiérarchie sociale et en empêche le développement. On dira un régime autoritaire parce qu'il soumet les libertés individuelles aux libertés collectives. On dira un régime autoritaire performant lorsque les libertés individuelles au lieu d'être réprimées soutiendront le développement des libertés collectives. On distinguera régime autoritaire performant ou défaillant selon le rapport des libertés individuelles et des libertés collectives. Les libertés individuelles travaillant ou pas les libertés collectives et inversement.

Le système social appartient à l'histoire de longue durée. Le système social algérien a une autre histoire que celle des systèmes sociaux de l'Occident ou de l'est-asiatique. Il doit se construire autour de la djemaa dont l'essence est la sagesse sociale. La différenciation sociale, le développement des hiérarchies, n'y seront pas soumis à une hiérarchie particulière. L'avoir ne différenciera pas ses membres, le savoir non plus. Le consensus y est sa règle. Le régime parlementaire occidental donne la majorité politique aux non-possédants pour équilibrer le rapport de pouvoir des possédants dans un système dominé par les libertés individuelles. Économie et politique, intérêt particulier et intérêt collectif, sont disjoints, ce qui n'est pas le cas dans un système consensuel. La djemaa est scalable. Elle doit se réaliser à différentes échelles. Le parti unique avait été l'occasion d'une scalabilité de la djemaa. Mais à la sortie de l'indépendance, le socialisme scientifique et le modernisme si prégnants nous en ont éloignés. Sans un retour à notre système social historique, on ne pourra pas éviter la fuite des capitaux et la croissance des inégalités.

La Chine après avoir imité les États-Unis va-t-elle entrer en rivalité mimétique avec eux ou après les avoir imités va-t-elle innover et échapper à la rivalité mimétique ? Il semble que la Chine semble éviter la confrontation tout en s'y préparant. Alors que l'Occident a tendance à se focaliser sur la Chine, sur la rivalité systémique, la Chine vise à transformer le monde pour inverser le rapport de domination occidental. Certains rappellent la stratégie de Mao-Tse Toung d'encerclement des villes par les campagnes. La puissance militaire occidentale ne pourra que s'épuiser alors que la compétitivité chinoise s'en trouvera aguerrie. Nous réinventer pour retrouver notre système social, la confiance en nous-mêmes et passer d'une société fermée à une société ouverte. La question démocratique se trouve dans le rapport dialogique des libertés individuelles et des libertés collectives et non dans un régime politique que d'autres ont décidé de dire démocratique ou autoritaire.

Note
4- Le principe de différence de John Rawls dans sa théorie de la justice affirme que les inégalités économiques et sociales ne sont justifiées que si elles améliorent la situation des membres les plus défavorisés de la société.

Frange maritime côtoyant la pénétrante portuaire La mise en valeur du site par une conception urbanistique moderniste

Houari Saaïdia

Si elle a d'ores et déjà rempli sa fonction de voie de transport terrestre, maillon essentiel de la logistique portuaire, tout en ouvrant de nouveaux horizons dans un espace longtemps tenu à l'écart du monde, la pénétrante du port peut faire encore mieux. Pour peu qu'elle reçoive le feu vert pour rejoindre la Corniche, cette route est à même de redéfinir toute la relation ville-port et partant reconfigurer Oran côté mer. À condition toutefois de ne pas faire dans le simplisme et le miniaturisme.

L'ancien wali d'Oran et actuel ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, n'était point subjectif lorsqu'il disait, depuis la tribune de l'hémicycle en septembre 2024, partager l'avis du président Abdelmadjid Tebboune selon lequel la frange maritime d'Oran était bien plus intéressante que celle d'Alger. Et qu'elle était de ce fait promise à un bien plus bel avenir. Présent à Oran le 25 août de la même année pour y animer un meeting électoral, le candidat à sa propre succession a eu une longue conversation avec le wali d'Oran au cours de laquelle le sujet d'actualité locale d'alors, la pénétrante portuaire, a servi de thème d'échange entre les deux hommes. Les perspectives de la ville d'Oran côté façade maritime, sur les plans urbanistique et touristique essentiellement, ont été longuement abordées lors de cette entrevue, a confié M. Sayoud qui a révélé avoir été subjugué par la subtilité et l'originalité de la vision du Président dans ce registre précis. Tout est affaire de vision en effet.

QUAND LE PRÉSIDENT DONNE SA PROPRE VISION SUR LE DEVENIR DU SITE

Que veut-on faire de cet espace qui était un « no man's land » avant l'arrivée de la route ? En quoi veut-on transformer cet arrière-pays de la ville longtemps enténébré et retranché de la carte ? Si Oran a malheureusement déjà complètement raté son front de mer côté Fernand-ville / Canastel, avec un pêle-mêle de promotions immobilières de modeste standing, piètre architecture et sobre

design qui trahissent une simplicité d'esprit des deux côtés du guichet unique, elle n'a plus droit à l'erreur sur la belle rive vierge créée sur son passage par la nouvelle route littorale Port-Canastel. Il faut surtout éviter l'amateurisme, le simplisme et les stéréotypes tout prêts. Là, il n'est point question d'un espace vide à remplir comme on a tendance à le faire dans chaque recoin de la cité avec le même prototype à base de quelques palmiers washingtonia, acacias et platanes, assortis d'une cascade ou d'un petit lac artificiel plus un terrain combiné avec balançoires, toboggans et jeux gonflables pour parachever le décor. A grand projet, de grandes idées. Telle doit être la devise des pouvoirs publics s'ils veulent vraiment réussir leur projet de revalorisation de la bande côtière de la ville depuis le port jusqu'à Canastel et par effet de liaison jusqu'à la pêcherie via la Corniche côté Ouest et Kristel côté Est. Il est admis que l'évolution du commerce maritime mondial a progressivement déconnecté l'infrastructure portuaire de la cité. Oran ne déroge pas à cette tendance. Le système ville-port peut se concevoir aujourd'hui de manière spatialement différenciée : la ville d'une part, le port d'autre part. Pour autant, ville et port dans leur complémentarité forment aujourd'hui les interfaces entre les domaines maritime, celui des échanges, et continental, celui de la production, des services et de la consommation. Cet éloignement physique de la ville et du port laisse d'importants espaces à revaloriser. Des exemples de certains pays développés montrent des reconversions réussies d'espaces portuaires en espaces urbains.

PROFITER DES EXPÉRIENCES DE CERTAINS PAYS

Dans ces aménagements, la valorisation d'un foncier disponible, bien placé, et la capitalisation sur l'image et l'imaginaire positifs de l'eau ne suffisent plus. La question de la réversibilité des aménagements ou, tout au moins, du maintien d'une certaine vocation maritime compatible avec la ville et l'exemplarité environnementale de ces projets sont aujourd'hui au cœur des réflexions

à travers le monde. Les places portuaires peuvent être définies comme l'interface entre les espaces maritimes et continentaux, dépassant largement l'arrière-pays des villes, ouvert sur le monde d'un côté, parfois sur un continent de l'autre. Mais à l'intérieur même de cette interface, il en est une autre, mouvante au cours des temps, qui est celle de la limite entre le port et la ville. Sous un double phénomène d'évolution de l'organisation portuaire et de pression urbaine, certains espaces doivent changer de vocation. C'est le cas du site longeant la pénétrante du port d'Oran. Concrètement, l'on sait déjà qu'il est question de certaines opérations à brève échéance d'ordre paysager et esthétique dont le traitement du talus et du massif rocheux, les cascades artificielles, les jets d'eau, la végétalisation des bordures et le reboisement des espaces dégarnis. Un port de plaisance est également prévu éventuellement sur fonds de l'Etat ou, à défaut, il sera procédé à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) dans le cadre d'un projet promotionnel plus global et intégré, selon les éclaircissements du wali. L'hôtel Four Point by Sheraton est également concerné par le processus, du moins au niveau de l'assiette de terrain qui lui est concédée en vue de la réalisation d'une station balnéaire intégrée comprenant un centre de thalassothérapie.

FAIRE UN DEMI-TOUR À L'ENTRÉE DU PORT : UN NON-SENS

Bien sûr, l'idéal aurait été que cette route pénétrante ne s'arrête pas au seuil de la porte du port mais y pénètre réellement et continue son petit bonhomme de chemin dans l'enceinte pour en sortir de l'autre bout, côté port de pêche, et se brancher ainsi avec la Corniche (Ouest) par le tunnel dit de la Pêcherie. Sans ce petit trait d'union suggéré à l'intérieur du port, la ville restera comme elle est : c'est-à-dire coupée en deux. Deux sous-espaces urbains de part et d'autre d'un port maritime complexé et hermétiquement renfermé sur lui-même. Une dislocation qu'on ne peut plus justifier à présent du moment que la solution est bien là. Au seuil de la porte du port.

Sonelgaz Es-Sénia poursuit sa campagne de mise à jour des données

Vers le renforcement des services numériques

K. Assia

En vue de créer une banque de données fiable et intégrée qui permettra une identification plus précise de l'identité et de la localisation géographique des points de consommation énergétique, la direction de Sonelgaz Es-Sénia poursuit son travail de mise à jour et de collecte des informations relatives aux clients. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une vision organisationnelle moderne visant à renforcer l'exactitude des données et à établir une base de données fiable et actualisée, a indiqué Mme Fellahi Fatima, responsable de la communication et de l'information à Sonelgaz Es-Sénia. Une mise à jour qui s'avère indispensable puisque le but de cette opération est de garantir la précision de l'identité du client, sécuriser les transactions tout en améliorant la qualité des services et leur fiabilité.

Dans ce registre et pour la réussite de cette campagne pour laquelle tous les moyens ont été mis en place, Sonelgaz Es-Sénia invite ses clients à se rapprocher de ses agences commerciales afin de fournir leur numéro d'identification national biométrique et leur numéro de téléphone portable. Ceci permet de mettre à jour leurs données dans le système de gestion de la clientèle et d'améliorer la qualité des services fournis, a noté la responsable. Sur ce et tout en mettant en exergue l'importance de cette mise à jour, elle précise que l'adoption d'un numéro d'identification national permettra d'unifier les différents abonnements clients sous un identifiant unique, ce qui permettra d'améliorer la gestion de la relation client et de fournir des services commerciaux plus efficaces et de meilleure qualité. Ce processus contribuera également à améliorer la communication directe avec les clients par SMS, ce qui leur permettra d'être informés de diverses mises à jour concernant les services d'électricité et de gaz, telles que les factures, les échéances de paiement, les nouveautés relatives au service et autres informations en plus de services numériques supplémentaires qui seront mis en place progressivement. D'autre part, on saura que cette opération repose également sur le fait que chaque abonnement sera associé aux données d'identification et de géo-

localisation actualisée ce qui facilitera les interventions et les travaux de maintenance, améliorera la gestion et va garantir une facturation et une prestation de service plus efficace. Elle permettra aux citoyens d'accéder plus facilement aux services numériques et aux plateformes en ligne sans avoir à se déplacer. Dans cette optique et pour mieux vulgariser ce processus, Sonelgaz Es-Sénia tient par le biais de sa responsable de la communication à préciser que cette mise à jour est effectuée dans le respect total de la législation et de la réglementation notamment les dispositions de la loi 18-07 et de la loi 11-25 relatives à la protection des données personnelles de sorte que la direction garantit la confidentialité des informations et leur utilisation exclusivement à des fins de service public. Dans ce même contexte, elle indique que Sonelgaz continue de renforcer son système numérique, confirmant son engagement à fournir des solutions modernes et sécurisées pour le paiement des factures d'électricité et de gaz, réduisant ainsi les désagréments liés aux déplacements et offrant plus de commodité aux clients. Ainsi et dans cette démarche d'assouplissement des procédures, la direction invite ses clients, notamment les détenteurs de la carte « Gold », à utiliser le service de paiement électronique via l'application « BaridiMob », qui permet de régler plus facilement et en toute sécurité leurs factures. Les paiements effectués via cette plateforme ont donné des résultats positifs depuis son lancement, ce qui témoigne de sa fiabilité et de son efficacité. Par ailleurs, d'autres options de paiement de factures sont également proposées aux clients notamment en espèces ou par cartes bancaires. Les clients peuvent également consulter leurs factures et accéder à divers services via le site web officiel de Sonelgaz ou en appelant le centre d'appels national au 3303, disponible 24h/24 et 7j/7. Notons que ces dispositions s'inscrivent dans le cadre des orientations nationales visant à moderniser les infrastructures publiques et à accélérer la cadence de la transformation numérique, grâce à l'utilisation de bases de données unifiées qui contribuent à améliorer la gestion, à rehausser la qualité du service public et à le rapprocher du citoyen.

Médecine, technologie et valeurs humaines

Ouverture des 7^{èmes} Journées internationales d'éthique médicale

J. Boukraa

Le complexe des Andalouses a accueilli vendredi l'ouverture de la 7^{ème} édition des Journées internationales d'éthique médicale, un rendez-vous scientifique de référence organisé par l'Observatoire du handicap de la réadaptation et de l'éthique en santé (OHRES) en collaboration avec les services de médecine légale et de médecine physique et de réadaptation du CHU d'Oran. Cette manifestation scientifique réunit durant deux jours des universitaires, praticiens de la santé, chercheurs et experts nationaux et étrangers autour des grandes questions éthiques qui ac-

compagnent les mutations actuelles du secteur médical. Le Pr Khaled Layadi, président de ces journées, a rappelé que l'éthique médicale demeure un pilier fondamental de la pratique soignante.

Face aux progrès technologiques et à l'essor de l'intelligence artificielle, il a souligné l'importance de préserver les valeurs universelles qui fondent la relation thérapeutique, notamment le respect de la dignité humaine, la bienfaisance, la non-malfaisance et la justice.

Au fil des éditions, ces journées se sont imposées comme un espace privilégié de réflexion et d'échange sur les enjeux de la bioéthique, de la déontologie médicale et des

nouvelles technologies appliquées à la santé. Les organisateurs ambitionnent à travers cette rencontre de renforcer la culture éthique au sein des établissements de santé, de promouvoir les bonnes pratiques professionnelles, de favoriser le dialogue interdisciplinaire et d'accompagner les évolutions scientifiques et technologiques tout en préservant la dimension humaine du soin. La première journée a été consacrée aux fondements de l'éthique médicale et aux défis auxquels sont confrontés les professionnels de la santé. Parmi les communications marquantes figure celle du Pr Khaled Layadi intitulée « Fondements de l'éthique face à la

douleur chronique : entre expérience vécue et devoir de soin », qui a mis en lumière les responsabilités morales du praticien dans la prise en charge des patients souffrant de douleurs persistantes.

Les participants ont également suivi une intervention consacrée à « L'éthique médicale et la morale universelle », ainsi qu'une conférence du Pr Nidhal Haj Salem portant sur « La justice et l'équité dans l'accès aux soins : défis éthiques contemporains ». Les discussions

ont par ailleurs abordé les questions liées à la gouvernance hospitalière et au management éthique des structures de santé. Les travaux de la deuxième journée ont été largement consacrés à l'impact des nouvelles technologies sur les pratiques médicales. Plusieurs communications traiteront des enjeux éthiques de l'intelligence artificielle en médecine, de la transformation numérique du système de santé et de l'aide à la décision médicale à travers les technologies innovantes.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

21 dhou el hidja 1447

El Fedjr
04h00

Dohr
13h02

Assar
16h52

Maghreb
20h21

Icha
21h59



Sidi Bel-Abbès

ENIE renforce son activité industrielle

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès œuvre au renforcement de son activité industrielle et productive à travers la concrétisation de huit (8) projets de recherche stratégiques à fort impact économique, réalisés en partenariat avec l'Agence thématique de recherche en sciences et technologies (ATRST), a indiqué le Président-directeur général (PDG) de l'entreprise, Abdesselam Bouab.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bouab a précisé que ces projets, sélectionnés et financés par l'ATRST, relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, dans le cadre du Programme national de recherche (PNR), constituent «un levier important pour le développement de l'activité de l'entreprise, grâce à l'intégration de solutions technologiques innovantes dans ses processus de production».

Il a souligné que cette démarche vise à renforcer la compétitivité industrielle de l'ENIE et à moderniser sa gamme de produits, en s'appuyant sur les compétences académiques nationales afin d'assurer un transfert effectif de l'innovation des laboratoires de recherche vers les

phases de fabrication et de commercialisation. Concernant les projets retenus, le responsable a indiqué qu'ils portent notamment sur le développement des technologies de stockage de l'énergie et de mobilité électrique, à travers la conception d'un système avancé de mesure, de protection et de contrôle des batteries au lithium, ainsi que le développement de cartes intelligentes de gestion et de protection des batteries (BMS) destinées aux systèmes photovoltaïques et aux véhicules électriques. Les projets concernent également le renforcement du taux d'intégration nationale par la fabrication locale de certains composants et intrants industriels, notamment des produits chimiques utilisés dans la production des cartes de circuits imprimés (PCB), contribuant ainsi à la réduction de la facture d'importation des matières premières.

Dans le domaine de la transition énergétique et des réseaux intelligents, les projets portent sur la conception d'un onduleur (Inverter) destiné aux installations solaires, le développement d'un système automatisé de nettoyage des panneaux photovoltaïques, ainsi que la réalisation d'un micro-réseau électrique hybride et autonome basé sur les éner-

gies renouvelables. Les travaux engagés couvrent également les systèmes intelligents et la numérisation, à travers le développement d'une application mobile dédiée à la gestion des réseaux d'éclairage public et d'un système intelligent de pilotage et de contrôle des opérations d'irrigation dans les zones isolées.

M. Bouab a fait savoir que ces projets sont menés en collaboration avec plusieurs établissements universitaires et centres de recherche à travers le pays, notamment l'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel Abbès, l'Ecole supérieure en sciences et technologies de l'informatique et du numérique (ESTIN), le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), l'Unité de développement des équipements solaires (UDES), ainsi que les universités de Souk Ahras, El Oued, M'sila et Mostaganem.

Le PDG de l'ENIE a estimé que cette coopération avec l'ATRST constitue «un choix stratégique» pour la consolidation d'une industrie électronique nationale performante et durable, capable de s'adapter aux exigences de l'industrie 4.0, de répondre aux besoins du marché national et de s'orienter vers les marchés extérieurs.

Relizane

Pour une meilleure répartition des ressources hydriques

Le ministre de l'Hydraulique, Louhès Bouzegza, a donné, vendredi soir, depuis la wilaya de Relizane, le coup d'envoi de la campagne d'irrigation pour la saison agricole 2026. Cette campagne, lancée par le ministre en compagnie du wali de Relizane, Kamel Berkane, depuis le barrage de Sâada, situé dans la commune de Sidi M'Hamed Benali, vise à irriguer une superficie agricole estimée à près de 238.000 hectares à travers différentes wilayas du pays.

Selon les explications fournies à l'APS par le directeur général de l'Office national de l'irrigation et du drainage, Nasreddine Rekrouki, le volume global d'eau alloué à cette campagne dépasse 340 millions de mètres cubes, répartis entre les différents périmètres agricoles irrigués. La wilaya de Relizane bénéficiera de 37 millions de mètres cubes, dont 17 millions de mètres cubes provenant du barrage de Sâada et 20 millions de mètres cubes du barrage de Gar-gar (commune d'Oued Rhiau).

Lors d'une présentation consacrée à la situation du barrage et au niveau des réserves hydriques disponibles dans la wilaya, le ministre a souligné «l'importance d'assurer un approvisionnement régulier en eau destinée aussi bien à la consumma-

tion qu'à l'irrigation, tout en poursuivant l'accompagnement des agriculteurs afin d'améliorer la production agricole et de renforcer la sécurité alimentaire». Il a également indiqué que les infrastructures hydrauliques et les barrages enregistrent des niveaux de remplissage satisfaisants grâce aux précipitations de la saison en cours, ce qui permettra de répondre aux différents besoins.

M. Bouzegza a insisté sur «la nécessité d'une exploitation optimale des ressources en eau disponibles, de leur préservation et de la rationalisation de leur consommation», afin de garantir un équilibre entre les différents usages et une répartition équitable de la ressource hydrique à travers le territoire national.

Il a également indiqué que son département œuvre à l'inscription d'opérations de développement visant à améliorer progressivement l'alimentation en eau potable selon les priorités de chaque wilaya. A ce sujet, il a annoncé qu'un programme spécial pour la saison estivale est actuellement à l'étude entre les ministères de l'Hydraulique et des Finances.

Au début de sa visite dans la wilaya, le ministre a reçu un exposé détaillé sur la situation du secteur de

l'hydraulique à Relizane présenté par le directeur local du secteur. Il a également inspecté plusieurs projets relevant de son département, notamment le projet du collecteur principal d'assainissement de la nouvelle ville de Benadda Benaouda (Bermadia), ainsi que le projet de réalisation d'une station de pompage dans la zone de Hraïzia, commune d'Oued Djemâa, d'une capacité de 20.000 m3 par jour, alimentée à partir du système de transfert du MAO. A l'issue de sa visite à Relizane, le ministre s'est déclaré satisfait de la situation générale du secteur dans la wilaya et des résultats obtenus dans différents domaines. Il a toutefois souligné la nécessité de poursuivre les efforts pour résoudre certains problèmes liés aux perturbations persistantes dans l'approvisionnement en eau potable.

Il a enfin insisté sur la nécessité de «garantir l'équilibre dans la répartition des ressources hydriques et l'équité dans l'alimentation des citoyens en eau», appelant à poursuivre la modernisation des systèmes de gestion, ainsi qu'au recours aux technologies modernes et à la numérisation afin d'améliorer les performances et de renforcer l'efficacité du service public de l'eau.

Mascara

De nouveaux projets pour renforcer l'alimentation en eau

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé, vendredi, que la wilaya de Mascara bénéficiera de plusieurs projets visant à renforcer l'approvisionnement en eau potable.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que Mascara a bénéficié de plusieurs opérations destinées à améliorer l'alimentation en eau potable, notamment le projet de doublement de la conduite du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) traversant le corridor de

Mascara, dont le lancement a été donné aujourd'hui. Ce projet permettra de renforcer l'approvisionnement en eau de 16 communes de la wilaya.

M. Bouzegza a précisé que ce projet, doté d'une enveloppe financière de 2 milliards de dinars, consiste en la réalisation d'une nouvelle conduite d'adduction de 18 kilomètres de longueur et de 800 mm de diamètre.

Les travaux devraient être achevés dans un délai de quatre mois et contribueront à améliorer l'alimentation en eau potable

en réduisant les pertes dues aux fuites. Le ministre a également annoncé que la wilaya bénéficiera de projets de réalisation de 16 puits artésiens, destinés à renforcer les ressources en eau potable, ainsi que de nouvelles opérations de renouvellement des réseaux de distribution.

M. Bouzegza a également annoncé la réception, au mois de septembre prochain, du projet de renforcement du barrage de la commune de Chorfa, ce qui permettra de doubler les volumes d'eau destinés à l'irrigation des terres agricoles du périmè-

tre irrigué de la plaine de Sig.

D'autre part, le ministre a indiqué qu'une commission technique composée de spécialistes et d'experts sera dépêchée, la semaine prochaine, afin d'identifier les solutions techniques adaptées au problème d'envasement du barrage de Fergoug, dans la commune de Mohammadia.

Il a également donné des instructions pour accélérer les travaux de désenvasement du barrage de Bouhanifia afin que le projet soit réceptionné en septembre ou, au plus tard, en octobre prochain.

Béchar

Plus de 85.000 capsules psychotropes saisies

Les éléments de la Brigade de Recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya de Béchar ont déjoué une tentative de transport et de trafic de 85.500 capsules de psychotropes de type Prégabaline 300 mg dans la région d'Abadla, à 88 km au sud de Béchar, a indiqué samedi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Une personne soupçonnée d'être impliquée dans cette affaire a été arrêtée lors de cette opération, a précisé la même source.

L'intervention a été déclenchée sur la base d'informations faisant état d'un plan criminel visant à

acheminer une importante cargaison de psychotropes vers les wilayas du nord du pays à bord d'un camion, selon la même source.

Les éléments de la BRI ont ainsi procédé à l'interception du véhicule à la sortie sud de la ville d'Abadla et à l'arrestation de son conducteur. La fouille du camion a permis la découverte de la marchandise prohibée, soigneusement dissimulée dans les roues de secours du véhicule, a ajouté la même source.

Au terme des procédures d'enquête, le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'Abadla.

Naâma

720 millions de dinars pour aménager une zone d'expansion touristique

Une «importante opération» d'aménagement de la zone d'expansion touristique (ZET) d'Aïn-Ouarka, située dans la commune d'Asla, sera lancée au cours de ce mois, pour une enveloppe budgétaire dépassant les 720 millions de dinars, selon la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat. Cette opération, dont le délai de réalisation est fixé à six mois, concerne deux sites : le premier s'étend sur une superficie de 37 hectares et le second sur 43 hectares, a précisé le directeur intérimaire du secteur, Bendaoud Sofiane. Une fois concrétisée, l'opération permettra de mettre à disposition des investisseurs potentiels un foncier touristique aménagé et raccordé aux différents réseaux essentiels, a-t-il ajouté. L'aménagement devra favoriser l'implantation d'un «nombre important» de projets d'investissement dans cette ZET, connue pour ses sources thermales, ses paysages naturels, ses sites ar-

chéologiques, ainsi que ses reliefs montagneux remarquables. La région est également classée comme zone humide au titre de la Convention internationale de Ramsar, souligne-t-on.

L'assiette foncière concernée sera proposée sous forme de 21 lots, via la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), afin de recevoir les offres d'investissement, selon la même source.

Le secteur du tourisme de la wilaya a élaboré une étude technique relative à l'exploitation de ce foncier, dans le cadre du plan d'aménagement approuvé par le ministère de tutelle. L'objectif est d'attirer des investissements portant notamment sur la réalisation de deux centres, l'un dédié à la rééducation, au bien-être et à la santé, et l'autre aux loisirs, ainsi qu'un village touristique, trois hôtels, une maison d'hôtes, un camping familial, un centre d'artisanat et un complexe sportif.

Beni Abbès

Deux nouvelles sûretés urbaines bientôt ouvertes

Les services de Sûreté de la wilaya de Beni Abbès seront prochainement renforcés par l'ouverture de deux nouvelles sûretés urbaines, ainsi que par la mise en service d'une base de vie au chef-lieu de la wilaya.

L'ouverture de ces nouvelles structures sécuritaires est prévue avant la fin du mois de juin. Leur réalisation s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a-t-on indiqué.

Cette initiative vise essentielle-

ment à assurer une couverture sécuritaire optimale au profit des habitants des groupements urbains des 62 logements et des 1.262 lots à bâtir «Boussouar M'hamed», réalisés dans le cadre d'un programme de lotissements sociaux, a-t-on précisé.

Outre ces deux sûretés urbaines, il est également prévu, durant la même période, la réception et la mise en service d'une base de vie relevant de la DGSN, dotée d'une capacité d'accueil de 250 lits, a-t-on expliqué.



Quel sera le prix de l'Ormuz ?

PAR SIMON
JOHNSON(1) ET AMIR
KERMANI(2)



1- Lauréat du prix Nobel d'économie 2024 et ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur à la MIT Sloan School of Management.*
2- Professeur de finance et d'immobilier à la Haas School of Business de l'université de Californie à Berkeley, est chercheur associé au National Bureau of Economic Research.

Le discours dominant est que les États-Unis ont perdu le contrôle de la situation dans le golfe Persique. Et il est certainement vrai que l'Iran s'est doté d'un atout puissant - la capacité de menacer la navigation dans le détroit - dont il ne disposait pas auparavant. En ce sens, l'équilibre des pouvoirs dans ses relations avec les États-Unis a basculé en faveur de l'Iran. Ce glissement, associé au blocus américain des navires liés à l'Iran, laisse entrevoir quatre scénarios possibles : la Chine négocie une paix durable ; l'Iran sombre dans le chaos ; les États-Unis se retirent complètement ; et une version confuse du statu quo perdure.

La bonne nouvelle pour le président américain Donald Trump est qu'il détient toujours l'initiative et qu'il pourra probablement choisir le scénario qu'il préfère. Mais Trump reste confronté à un problème majeur, car il a trois objectifs principaux : démanteler le programme nucléaire iranien, rouvrir définitivement le détroit et ne pas être le président à qui l'on reprochera d'avoir « perdu » Taïwan au profit de la Chine. La mauvaise nouvelle pour Trump est qu'il ne pourra atteindre au maximum que deux de ces objectifs.

Après son récent sommet avec le président chinois Xi Jinping, Trump espère manifestement que l'engagement de la Chine dans le Golfe ira au-delà de son rôle actuel en coulisses. La Chine pourrait certain-

HONG KONG - Une réouverture partielle du détroit d'Ormuz pourrait être en vue. Mais un règlement régional durable est-il pour autant plus proche ?

nement contribuer à la conclusion d'un accord de paix qui traiterait de ce qui est sans doute la question la plus importante pour les États-Unis - le programme nucléaire iranien - tout en offrant ce que l'Iran souhaite le plus : des investissements massifs dans les infrastructures (et la fin des bombardements).

Malheureusement, après le sommet Trump-Xi, il apparaît de plus en plus clairement que le prix à payer par la Chine pour s'impliquer sera élevé. Alors que la Chine importe plus de 11 millions de barils de pétrole par jour - et souhaite donc une baisse des prix du brut -, elle dispose d'importants stocks et semble confiante dans sa capacité à supporter des prix du pétrole se situant autour de leur niveau actuel. La Chine achetait également environ un quart de son gaz naturel liquéfié au Qatar, où la production reste fortement limitée par les hostilités en cours et les dégâts importants subis par les infrastructures.

Mais dans l'ensemble, la perspective d'une prise de contrôle de Taïwan par la Chine pèse lourdement. Les dirigeants chinois chercheront à obtenir une série de concessions de la part des États-Unis, tout en tentant de persuader les Taïwanais qu'ils seraient mieux lotis avec la Chine. La stratégie chinoise optimale consiste à se montrer coopérative sans pour autant laisser les États-Unis s'en tirer trop facilement. La faiblesse mondiale des États-Unis contribue à mettre en valeur la puissance régionale de la Chine.

Dans le deuxième scénario, Trump lance de nouvelles attaques, soit ciblées (comme sur les voies d'exportation terrestres de l'Iran), soit à grande échelle (comme il l'a

déjà menacé à plusieurs reprises). Personne ne doute de la capacité de l'armée américaine à tuer un grand nombre de personnes et à détruire des ponts, des routes et des bâtiments. Mais si cette stratégie pourrait rendre l'Iran ingouvernable, elle ne mettra pas fin à la résistance armée.

Rappelons que la principale menace pesant sur le détroit d'Ormuz provient de drones peu coûteux et faciles à piloter. Si l'Iran se fracture en factions belligères, cela réduit-il ou augmente-t-il la menace qui pèse sur le détroit ? Si une forme de menace par drone persiste, les pétroliers (ainsi que leurs équipages et leurs assureurs) seront-ils disposés à transiter par le détroit ? Le niveau de violence nécessaire pour limiter le trafic de pétroliers est faible - l'issue dépend de la crédibilité de la menace. Dans ce scénario, le détroit ne s'ouvre pas de manière régulière, le conflit inflige très probablement des dommages considérables aux voisins de l'Iran dans le Golfe, et l'instabilité régionale chronique aggrave la situation de presque tout le monde.

Dans le troisième scénario, que Trump a également laissé entrevoir, les États-Unis se désengagent de la situation, demandant aux pays du Golfe, à l'Union européenne ou à quelqu'un d'autre d'en assumer la responsabilité. Cela pourrait bien rouvrir le détroit, mais probablement selon des conditions négociées par l'Iran et la Chine. Pour les États-Unis, ce scénario implique une absence totale de progrès sur le programme nucléaire iranien, rendant la guerre pire qu'inutile : l'Iran prend le contrôle effectif du détroit, et les États-Unis repartent les mains vides. Il serait très difficile pour la Maison Blanche de présenter cette situation comme une victoire.

Cela nous amène au scénario le plus probable à court terme : un cessez-le-feu fragile qui se rompt périodiquement. Lorsque les États-Unis se montrent moins belliqueux, les navires peuvent traverser le détroit. Mais si les États-Unis réagissent violemment, l'Iran peut étrangler le trafic de manière proportionnée.

Des périodes d'ouverture réciproque et d'apaisement des tensions pourraient al-

léger la pression sur les prix mondiaux du pétrole, du gaz naturel, des plastiques et des engrais, créant potentiellement un espace pour des mesures limitées de renforcement de la confiance et, à terme, la reprise des négociations sur la question nucléaire. Mais il s'agit d'un chemin étroit sur une falaise fragile - qui pourrait s'effondrer à tout moment avant qu'un accord final ne soit conclu. Et même si l'administration Trump pourrait faire valoir que les questions nucléaires suivent désormais une « voie distincte », les États-Unis n'auraient fait aucun progrès sur ce front.

Dans tout cela, la Russie sera la grande gagnante et le potentiel trouble-fête. Avec la hausse des prix du pétrole et la suspension des sanctions américaines contre l'industrie pétrolière russe, le président Vladimir Poutine dispose des devises fortes dont il a besoin pour financer sa guerre contre l'Ukraine. Poutine veut que les Américains s'enlisent, soient mis à mal à plusieurs reprises et ressentent le besoin d'autoriser un maximum d'exportations de pétrole russe. Dans tous les scénarios imaginables, il faut s'attendre à ce que la Russie fournisse des drones et des missiles aux forces iraniennes - un modèle économique très rentable pour le Kremlin. Que Trump se tourne vers un Xi prêt à négocier, risque une décomposition régionale plus large ou se contente d'un équilibre instable, l'ère du contrôle américain implicite et incontesté sur le golfe Persique est révolue. Ce qui émergera à la place sera probablement un équilibre régional plus complexe et fragmenté, dans lequel le détroit d'Ormuz ne restera ouvert que sous certaines conditions, avec des implications significatives pour la stabilité économique mondiale.

**Codirecteur du Stone Center for Inequality et de l'initiative Shaping the Future of Work du MIT, coprésident du CFA Institute Systemic Risk Council et ambassadeur du Royaume-Uni pour l'IA. Il est coauteur (avec Daron Acemoglu) de "Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity" (PublicAffairs, 2023) et coanimateur (avec Gary Gensler) du podcast "Power and Consequences."*

Les États-Unis et l'Inde sont devenus des rivaux régionaux



PAR BRAHMA
CHELLANEY

Professeur émérite d'études stratégiques au Center for Policy Research de New Delhi et chercheur à la Robert Bosch Academy de Berlin, est l'auteur de "Water, Peace, and War: Confronting the Global Water Crisis" (Rowman & Littlefield, 2013).

On a beaucoup parlé de l'impact des insultes publiques du président américain Donald Trump et de son utilisation des droits de douane comme arme sur les relations entre les États-Unis et l'Inde. Mais les relations bilatérales étaient déjà sous pression bien avant le retour de Trump à la Maison Blanche en 2025. Ces dernières années, alors que la position régionale de l'Inde s'est progressivement érodée face à l'expansion de l'empreinte stratégique de la Chine, les États-Unis ont mené, dans l'arrière-cour stratégique de l'Inde, des politiques qui ont ignoré les intérêts indiens - et qui, parfois, leur allaient directement à l'encontre.

Le Bangladesh en est un exemple typique. Après le renversement, soutenu par l'armée, du gouvernement de la Première ministre Sheikh Hasina en 2024, les États-Unis ont approuvé ce changement de régime. Mais l'Inde savait que cela comportait de graves risques, qui se sont depuis concrétisés : le Bangladesh est aujourd'hui en proie à la violence islamiste, ce qui compromet la stabilité sur le flanc oriental de l'Inde.

Il y a ensuite le Myanmar. Depuis le renversement par l'armée d'un gouvernement civil en 2021, les États-Unis ont maintenu une approche punitive à l'égard de la junte, comprenant des sanctions sévères et une aide militaire « non létale » aux grou-

pes rebelles, malgré les risques sécuritaires que cela a engendrés le long de la frontière nord-est sensible de l'Inde. En mars, un citoyen américain, ainsi que six ressortissants ukrainiens, ont été arrêtés en Inde pour être entrés sans autorisation dans le nord-est du pays et avoir traversé la frontière vers le Myanmar afin de former et d'armer des combattants anti-junte à la guerre des drones.

Les États-Unis ont également commencé à considérer le Népal - un pays lié à l'Inde par la géographie, la culture et l'économie - comme une priorité stratégique à part entière, plutôt que comme un élément de leur politique à l'égard de l'Inde. Ces dernières années, des responsables américains de haut rang se sont rendus plus fréquemment à Katmandou, souvent sans faire l'escalade autrefois habituelle à New Delhi.

Trump a considérablement aggravé la situation, notamment en cherchant à resserrer les liens avec le Pakistan. Peu importe que le Pakistan continue d'offrir un refuge, ainsi qu'une aide militaire et en matière de renseignement, à des groupes terroristes, ou que le chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir, ait orchestré un coup d'État constitutionnel en novembre dernier. Les membres de la famille de Trump et ses associés ont conclu des accords lucratifs dans ce pays, et cela semble suffire à l'administration Trump pour raviver une dynamique stratégique dangereuse sur le sous-continent.

Les États-Unis ont même commencé à adopter une approche plus conciliante envers la Chine. Bien que la concurrence stratégique entre les deux superpuissances reste intense, le récent virage de Trump vers la conciliation dans certains domaines a créé une incertitude considérable - notamment pour l'Inde, dont la valeur aux yeux des États-Unis repose depuis longtemps sur sa capacité à agir comme contrepois régional à la Chine.

NEW DELHI - Lors de sa récente visite en Inde, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a, comme on pouvait s'y attendre, présenté l'Inde comme l'un des « partenaires stratégiques les plus importants » des États-Unis, invoquant les valeurs communes des deux pays, les « liens entre les peuples » et leur alignement stratégique sur « toutes les questions clés qui définiront le nouveau siècle ». Mais ce discours familier sur le partenariat sonne de plus en plus creux.

Mais si les États-Unis ont longtemps considéré l'Inde comme un rempart démocratique essentiel contre la domination chinoise dans la région indo-pacifique, ils rechignent également à l'idée d'une domination régionale indienne. Comme l'a expliqué en février le sous-secrétaire d'État américain Samir Paul Kapur, les États-Unis cherchent à empêcher toute puissance unique d'acquiescer une influence trop importante en Asie du Sud. Les propos de M. Kapur font écho à la Stratégie de sécurité nationale (NSS) de l'administration Trump, selon laquelle les États-Unis « ne peuvent permettre à aucune nation de devenir si dominante » qu'elle puisse « menacer les intérêts [américains] » et doivent maintenir « les équilibres de pouvoir mondiaux et régionaux ».

Du point de vue américain, un ordre régional plus pluraliste est intrinsèquement plus stable et plus favorable aux intérêts américains qu'un ordre dominé par un seul pays, même s'il s'agit d'un « partenaire stratégique » proche. Contrairement à son prédécesseur de 2017, la NSS mentionne à peine l'Inde, se contentant de noter que les États-Unis souhaitent « améliorer les relations commerciales (et autres) » avec ce pays, afin de l'encourager à « contribuer à la sécurité indo-pacifique ».

Les réserves des États-Unis ne sont pas seulement d'ordre géopolitique. « Nous n'allons pas commettre avec l'Inde les mêmes erreurs que celles que nous avons commises avec la Chine il y a 20 ans », a déclaré le sous-secrétaire d'État américain Christopher Landau lors d'une récente visite à New Delhi, en la laissant «

développer tous ces marchés » puis commencer à « battre » les États-Unis dans « de nombreux domaines commerciaux ». Le message est clair : les États-Unis considèrent désormais l'Inde moins comme un partenaire stratégique à entretenir que comme un rival régional et économique à contenir. L'Inde doit s'adapter à cette nouvelle réalité, qui exige un changement fondamental dans sa réflexion stratégique. Elle ne peut plus compter sur ses relations étroites avec les États-Unis pour maintenir son influence en Asie du Sud et au-delà. Elle doit plutôt cultiver son influence régionale par le biais d'un engagement économique, d'une sensibilité politique envers les États voisins et de la fourniture de biens publics tangibles qui séduisent les petits pays. Les États-Unis devraient eux aussi repenser leur approche. Ils aspirent peut-être à un ordre régional plus diversifié, mais cela ne doit pas se faire au détriment de leur partenariat avec l'Inde, avec laquelle ils continuent de partager des intérêts importants, allant de la gestion de l'ascension de la Chine au maintien de la stabilité dans la région indo-pacifique. Les politiques qui affaiblissent systématiquement la position de l'Inde dans son propre voisinage risquent de compromettre ces objectifs communs.

L'administration Trump semble espérer que les États-Unis et l'Inde puissent rester des partenaires mondiaux, même s'ils deviennent des rivaux régionaux. Mais ce ne sera pas une mince affaire, et l'issue de cette situation façonnera non seulement l'avenir des relations bilatérales, mais aussi le paysage stratégique en Asie du Sud et au-delà.

Un professeur doit travailler dur et noter avec indulgence

AUSTIN - « Des mensonges ! Rien que des mensonges ! » C'est ainsi que se plaignait ma nièce, si je me souviens bien, alors qu'elle se battait pour suivre le cours d'introduction à l'économie (Ec 10) de Harvard, alors dispensé par le regretté ultra-conservateur Martin Feldstein.



PAR JAMES
K. GALBRAITH

Titulaire de la chaire des relations entre le gouvernement et les entreprises à la LBJ School of Public Affairs de l'université du Texas à Austin. Son prochain ouvrage s'intitule "The Power to Destroy: How Bad Economics Drove American Decline" (University of Chicago Press, 2026).

Ma propre expérience a été meilleure. Le professeur, Richard Gill, ne se prenait pas trop au sérieux et a rapidement quitté Harvard pour devenir basse-basse au Metropolitan Opera. Je suis presque sûr d'avoir obtenu un « A » de la part de l'assistant et je n'y ai pas prêté attention. En fait, la seule mauvaise note dont je me souviens à Harvard était un C- à un examen de mi-semestre d'histoire des États-Unis — « une dissertation très bien écrite mais malheureusement erronée dans les moindres détails » — au printemps 1972.

Le corps professoral de Harvard a désormais décidé de limiter les « A » à environ 20 % de l'ensemble des notes, et les deux principaux enseignants du cours d'introduction à l'économie, Jason Furman et David Laibson, ont récemment pris d'assaut la page d'opinion du New York Times pour promouvoir cette décision.

Ils exhortent « toutes les écoles » à suivre l'exemple de Harvard, à « lutter contre l'inflation des notes » et à « relever la barre avec des cours plus stimulants et passionnants ».

Quand les poules auront des dents, dis-je. Selon leurs propres dires, Furman et Laibson enseignent à environ 1 000 étudiants dans ce cours chaque année. La notation dans un tel cours est effectuée par ordinateur ou par une phalange d'étudiants de troisième cycle (que l'on appelle de mon temps les « section men ») qui sont là pour imposer la volonté des professeurs. Le système n'est pas conçu pour encourager la curiosité intellectuelle, tolérer la dissidence ou susciter l'enthousiasme. D'après ce que j'ai pu voir, le programme de Furman et Laibson ne contient rien sur Karl Marx ou Thorstein Veblen, et seulement une caricature de manuel scolaire de John Maynard Keynes. C'est du mainstream, du conventionnel de bout en bout.

Voici ce que disait « The Unofficial Guide to Harvard » à propos du cours Ec 10 juste avant que Furman et Laibson ne le reprennent : « le cours le plus gonflé qui soit. Imaginez des amphithéâtres bondés et des travaux dirigés trois fois par semaine dispensés par des doctorants en économie qui s'en soucient parfois, mais souvent pas. Tout ce cirque était autrefois dirigé par l'économiste de renommée mondiale N. Gregory Mankiw, qui se présentait le premier jour de cours et passait le reste du semestre dans sa maison du Cap... Nous ne savons pas comment ces [nouveaux] professeurs vont changer le cours, mais vous pouvez être sûrs que le

manuel de Principes of Economics de ce bon vieux Greg, hors de prix et terriblement ennuyeux, restera. » (Heureusement, suppose-t-on, cela n'a pas été le cas.)

Quel est l'intérêt de durcir les notes dans un cours autoritaire comme l'Ec 10 de Harvard ? Cela ne manquera pas d'accroître le stress des étudiants. L'Ec 10 est un cours obligatoire, c'est donc le moyen idéal pour éliminer les marginaux, les libres penseurs et les dissidents. L'intention est d'accroître le pouvoir des professeurs. Furman et Laibson ne s'en cachent pas. Ils affirment que leurs notes devraient compter davantage, à terme, que « le style d'une dissertation personnelle ». Après tout, l'IA ayant dévalorisé la capacité à écrire, pourquoi s'embêter avec de telles activités ? Mieux vaut simplement tester et noter — selon une courbe.

J'avoue que moi aussi, je suis professeur. Bien que j'enseigne à des classes relativement petites — 90 étudiants répartis sur trois cours par semestre, c'était mon maximum. Je dispense moi-même tout l'enseignement. Je n'utilise pas de manuel, et mes étudiants s'entraînent à l'écriture avec un court essai chaque semaine, auquel je réponds par des commentaires plutôt que par des notes. Et qu'en est-il de l'IA ? Je leur dis de ne pas l'utiliser, et je leur fais confiance. Imaginez un peu. Une fois qu'ils se rendent compte qu'ils ne risquent aucune sanction pour une rédaction maladroite, ils n'ont plus aucune raison de tricher. (Je me trompe peut-être, mais je crois que la plupart écrivent eux-mêmes.)

J'applique cette méthode parce que la pan-

démie m'a radicalisé. J'ai pris conscience, bien plus qu'auparavant, que les étudiants sont des jeunes adultes dont la vie est compliquée et parfois stressante. Ils sont également très différents les uns des autres. Ils réussissent mieux et apprennent davantage s'ils sont traités comme des personnes qui veulent apprendre et qui apprendront si on leur en donne la chance. Mais pour cela, le professeur doit se montrer à la hauteur.

Je charge donc mes cours de contenu, sachant que certains assimileront plus que d'autres. Je m'adapte ensuite à chaque étudiant en fonction de son niveau de préparation et de son rythme d'apprentissage. Grâce à de nombreuses lectures et commentaires, je ne perds plus de temps ni d'énergie en examens. Mon critère n'est pas de savoir dans quelle mesure les étudiants maîtrisent un sujet donné, mais ce qu'ils acquièrent (par rapport à ce qu'ils savaient auparavant) et si leurs compétences et leur confiance en eux s'améliorent.

Obligés d'écrire quelque chose chaque semaine, la plupart de mes étudiants font l'essentiel de la lecture. Ils s'intéressent aux textes originaux qu'ils découvrent au fil du cours, notamment ceux d'Adam Smith, de Joseph Schumpeter, de Keynes, de Marx et de Veblen. Ils assimilent les concepts et, surtout, ils comprennent que l'économie réelle repose entièrement sur le conflit d'idées, forgé dans de grands débats politiques. Beaucoup d'entre eux prennent la parole en classe, et à la fin du semestre, leur écriture est généralement meilleure qu'à leur arrivée.

Au final, je distribue beaucoup de « A ». Je considère que si j'ai bien fait mon travail, les étudiants méritent d'être récompensés. C'est beaucoup de travail, mais qu'importe ? Personne n'a dit que l'université devait être facile.

Le pape aurait dû aller plus loin sur l'IA

BOSTON - L'intelligence artificielle est en train de transformer notre façon de communiquer, d'accéder à l'information et de travailler, la répartition des revenus et des statuts sociaux, jusqu'à la manière dont nous menons la guerre. Pourtant, le débat public reste étroitement centré sur la concurrence entre les laboratoires d'IA ou sur des discussions abstraites concernant les capacités de cette technologie. Presque personne ne se demande à quoi l'IA devrait servir, ni si notre état d'esprit actuel, nos institutions et nos mécanismes de contrôle sont capables d'orienter cette technologie vers des améliorations généralisées du bien-être humain.



PAR DARON ACEMOGLU

Lauréat du prix Nobel d'économie 2024 et professeur d'économie au MIT*

Il était donc rafraîchissant de voir le pape Léon XIV se prononcer sur la question dans sa première encyclique, qui décrit la trajectoire actuelle de l'IA comme une menace profonde pour la dignité humaine.

En tant qu'économiste qui soutient depuis longtemps que les résultats induits par la technologie relèvent d'un choix et non du destin, je salue son intervention.

Léon a une longueur d'avance sur la plupart des commentateurs en soulignant que « la technologie n'est jamais neutre, car elle prend les caractéristiques de ceux qui la conçoivent, la financent, la réglementent et l'utilisent ». Et pourtant, je crains que même lui ne soit pas allé assez loin sur la question la plus cruciale : à quoi l'IA devrait-elle être conçue pour servir ?

Comme Simon Johnson et moi-même le soulignons dans notre livre *Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle over Technology and Prosperity*, une technologie comme l'IA peut emprunter de multiples voies, et chacune a des implications profondes pour la société. Par exemple, le pape a raison de remettre en question la trajectoire actuelle de l'IA dans le domaine de la guerre et de l'application de la loi. Ce qui était tabou il y a seulement quelques années — la surveillance de masse pilotée par l'IA, les algorithmes sélectionnant des cibles à abattre — est devenu monnaie courante.

Alors que de nombreux acteurs de la Silicon Valley exhortent les États-Unis à renforcer

leur puissance dure par le biais d'un nouveau complexe militaro-algorithmique, Léon met en garde : « Toute technologie qui facilite les attaques sans voir le visage des êtres humains abaisse le seuil moral du conflit. » Le Pape appelle alors au « désarmement de l'IA » pour la libérer « de la mentalité de la compétition armée », qui aujourd'hui ne se limite pas simplement au contexte militaire, mais est aussi un phénomène économique et cognitif.

Une sagesse plus fondamentale sous-tend ces préoccupations spécifiques : le progrès technologique n'est pas nécessairement un progrès moral. Ce n'est pas parce qu'une chose est techniquement faisable qu'elle est bonne pour l'humanité. Le caractère souhaitable d'une technologie dépend de ceux qui la contrôlent et de l'idéologie et des intérêts qui les guident.

Léon fait allusion à ce que je considère comme le risque le plus immédiat, à savoir que « si l'IA promet de stimuler la productivité en prenant en charge les tâches routinières, elle oblige souvent les travailleurs à s'adapter à la vitesse et aux exigences des machines, plutôt que de concevoir des machines pour qu'elles travaillent avec ceux qui travaillent ». Le Pape s'abstient toutefois de remettre en question la philosophie dominante en matière de conception de l'IA. L'approche de l'ensemble du secteur de l'IA est centrée sur l'imitation des capacités humaines et l'automatisation des tâches humaines, dans le but de créer une « intelligence artificielle générale » capable de faire tout ce qu'une personne peut faire.

Cette philosophie repose sur l'hypothèse erronée selon laquelle l'intelligence artificielle et l'intelligence humaine sont fondamentalement similaires. Les humains apprennent « du premier coup ». Nous formulons des hypothèses à partir de quelques exemples, simulons des possibilités dans notre esprit et affinons notre compréhension à travers un

processus social d'essais et d'erreurs. Ainsi, les enfants apprennent le langage en imitant quelques mots, en généralisant et en ajustant leur discours en fonction de la façon dont les autres réagissent. Nous ne sommes pas très doués pour absorber des volumes massifs d'informations ou pour passer au crible des données non structurées à la recherche de schémas pertinents.

En revanche, les modèles d'IA s'épanouissent grâce à d'énormes ensembles de données d'entraînement et excellent dans la reconnaissance de modèles à grande échelle, mais ils n'ont pas encore fait preuve d'une véritable créativité. Ils n'ont aucune expérience de l'incarnation dans le monde réel, ni aucune capacité d'apprentissage par essais et erreurs à travers des interactions avec le monde physique et social (sauf de manière limitée lorsqu'il existe des récompenses claires pour l'apprentissage par renforcement dans des domaines spécifiques).

Lorsque deux choses sont différentes, on ne devrait pas — et on ne peut généralement pas — utiliser l'une pour imiter l'autre. Les résultats seraient sous-optimaux. Cela aurait été une erreur colossale si Phil Jackson, le légendaire entraîneur des Chicago Bulls dans les années 1990, avait poussé Michael Jordan à imiter tout ce que faisaient Scottie Pippen et Dennis Rodman. L'équipe a enchaîné les titres de champion précisément parce que ces joueurs travaillaient ensemble et se complétaient mutuellement.

Il en va de même pour l'IA et les compétences humaines. Utiliser l'IA pour faire ce que les humains ne peuvent pas faire, afin que les humains puissent élargir leur champ d'action, est plus productif que l'imitation. Dans un scénario futur où l'IA augmenterait, plutôt que de remplacer, les capacités humaines, les électriciens seraient aidés par des diagnostics basés sur l'IA, les infirmières consulteraient l'IA

pour interpréter les symptômes, et les enseignants pourraient utiliser l'IA pour personnaliser l'enseignement de chaque élève.

Les optimistes et les experts du secteur pourraient rétorquer qu'une IA axée sur l'automatisation peut tout de même profiter à tout le monde, à condition que les politiques de redistribution suivent le rythme. Cet argument a pourtant fait long feu. Quatre décennies d'automatisation numérique ont déjà concentré les gains au sommet de la pyramide, vidé de sa substance l'emploi moyennement qualifié et produit une croissance globale de la productivité décevante. Il y a peu de raisons de s'attendre à ce qu'une vague d'automatisation encore plus puissante, déployée par un secteur encore plus concentré, aboutisse à un résultat différent.

Les enjeux mondiaux sont ainsi encore plus importants qu'aux États-Unis. Pour des milliards de personnes dans les pays en développement, où un emploi décent est la seule voie fiable pour sortir de la pauvreté, un programme d'IA centré sur l'automatisation est la recette du désastre. Nous pouvons et devons exiger une conception différente.

Le plus grand défaut de l'industrie actuelle de l'IA est peut-être son refus de reconnaître tout cela. La poignée de personnes qui déchainent cette technologie sur le monde est guidée par une idéologie de contrôle (sur l'humanité) et par la conviction que les machines sont systématiquement meilleures que les humains.

Léon a raison d'appeler à une clarté morale et à un débat sérieux à l'échelle de la société. La conversation doit aller au-delà des exhortations pour aboutir à des choix concrets : des mesures antitrust contre les plateformes dominantes, des investissements publics dans une IA complémentaire à l'humain, la réglementation de la surveillance et des armes autonomes, ainsi que des droits significatifs pour les travailleurs et les citoyens sur les données dont dépendent ces systèmes.

L'intervention de Léon rend une telle réponse un peu plus probable qu'auparavant. Nous devons pourtant tous, nous aussi, défendre l'humanité.

***Coauteur (avec Simon Johnson) de *Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle over Technology and Prosperity* (PublicAffairs, 2023).**

Médéa Des renforts pour l'Education

Des nouvelles structures éducatives seront livrées dans la wilaya de Médéa lors de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale des équipements publics.

Ces structures éducatives englobent des établissements des cycles primaire et moyen, des cantines, des aires de sport et des classes d'extension appelés à assurer de meilleures conditions de scolarisation, notamment au niveau des communes qui enregistrent un déficit en places pédagogiques, a fait savoir le directeur des équipes

ments, Redouane Houas.

Selon le même responsable, il est attendu la livraison, à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire, de quatre écoles primaires, trois établissements de l'enseignement moyen, dix cantines pour le cycle primaire, en plus de deux autres structures de demi-pension intégrées au sein d'établissements des cycles moyen et secondaire.

Le secteur de l'éducation sera également renforcé par quarante-quatre nouvelles salles de cours réalisées à travers plusieurs établissements, outre la réception de cinq terrains de sport aménagés dans des collèges du cycle moyen, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, des travaux de réfection seront entamés prochainement dans de nombreux établissements éducatifs en prévision de la rentrée scolaire, a-t-il souligné.

Des dispositions ont été prises pour que ces structures soient opérationnelles dès la prochaine rentrée, en veillant notamment à l'achèvement des travaux de raccordement aux divers réseaux (gaz, électricité et eau) et à l'installation des équipements pédagogiques indispensables au bon déroulement des cours, a indiqué M. Houas.

Blida 15 autorisations pour la collecte des déchets recyclables

La Direction de l'environnement de la wilaya de Blida a remis 15 autorisations pour la collecte des déchets recyclables, permettant à leurs bénéficiaires d'exercer leur activité dans un cadre légal, dans le but de réglementer ce secteur qui attire fortement les jeunes, a-t-on appris auprès de cette direction. Le directeur de l'environnement, Ouahid Tchachi, a indiqué à l'APS à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin) que dans le cadre des mesures visant à encourager l'économie verte et l'investissement dans le domaine du recyclage des déchets, sa direction a délivré 15 autorisations de collecte des déchets recyclables, et prévoit d'en délivrer 37 autres dans

les prochains jours afin de régulariser la situation de ceux qui activent illégalement dans ce créneau et de mieux encadrer l'activité de recyclage et de valorisation des déchets. Le même responsable s'est réjoui, à l'occasion, de la réactivité des acteurs de ce secteur, notamment parmi les jeunes, face aux campagnes de sensibilisation organisées par la direction pour les informer des conditions d'obtention de l'autorisation qui leur permet d'exercer leur activité dans un cadre légal et de bénéficier des facilités accordées par l'Etat.

M. Tchachi a expliqué que les personnes souhaitant obtenir la dite autorisation doivent conclure des accords avec des entreprises spécialisées dans la collec-

te et le recyclage des déchets, stipulant que ces dernières se chargent du traitement de tous les types de déchets collectés, notamment les déchets organiques qui représentent la plus grande part, ainsi que le plastique et les résidus de papier et de carton.

A l'occasion, il a relevé que Blida figure parmi les wilayas pionnières en matière de récupération et de recyclage des déchets, avec actuellement 156 entreprises actives dans ce domaine, un nombre qui devrait augmenter compte tenu de l'intérêt manifesté par les opérateurs économiques ainsi que par les propriétaires de micro-entreprises pour investir dans la récupération et le recyclage, a estimé le directeur.

Bouira 256 personnes recherchées arrêtées

Farid Haddouche

Les services de la sûreté de la wilaya de Bouira ont mené 5.231 opérations de police au mois de mai, dont 12 opérations conjointes avec la gendarmerie nationale. Au cours

de ces opérations, 256 personnes recherchées, faisant l'objet de mandats d'arrêt, ont été appréhendées et déférées devant la justice. Ces opérations ont ciblé plusieurs quartiers, des places publiques, des marchés, des gares rou-

tières et ferroviaires. Des poursuites judiciaires ont été engagées contre 270 personnes pour possession de cannabis et de substances psychotropes en vue de leur consommation, et contre 36 personnes pour port d'armes blanches.

Une femme décède dans l'effondrement d'un mur

L'effondrement d'un mur, samedi, au village de Thammourth Ouzemmour, dans la wilaya de Bouira, a entraîné la mort d'une femme, selon les services de protection civile. Les secours sont intervenus à 9h37 suite à l'effondrement du mur d'une cour. La dépouille de la victime, une femme de 80 ans, a été transférée à la morgue de l'hôpital de M'Cheddallah.

Farid Haddouche

El Tarf Des projets routiers livrés

Des projets portant sur l'entretien et l'aménagement de routes ont été livrés dans des zones rurales de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des Travaux publics.

Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation du réseau routier, Abdelaziz Soltani, a indiqué à l'APS que ces projets, qui ont nécessité une enveloppe financière de près de

263 millions de dinars provenant de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, ont été concrétisés dans plusieurs villages et mechtas des communes de Bouhadjar, d'Ain Kerma et Hammam Beni-Salah.

Il s'agit, selon la même source, de la mise en service de la route reliant la route nationale (RN) n° 82 à la mechta de Ramel Stah sur

3,7 km, de la réhabilitation d'un tronçon routier entre les mechtas d'Ain El Kermat et de Seriana (commune de Bouhadjar) sur 1,3 km, de la route reliant le chemin de wilaya (CW) 105 au village de Bir Zazia (commune de Hammam Beni-Salah) sur 2,5 km, et de la route faisant la jonction entre les mechtas de Statir et de Sekhala (commune d'Ain Kerma) sur 2,7 km, a-t-on ajouté.

Ouargla Des aménagements urbains à Rouissat

Des projets d'aménagement urbain ont été lancés dans la commune de Rouissat (périphérie d'Ouargla), dans le but d'améliorer le cadre de vie du citoyen et de booster le développement de cette commune, selon les services de la wilaya.

Parmi ces opérations, le lancement du chantier d'achèvement de la réalisation de routes et des aménagements urbains, sur 1,5 km, depuis le quartier "Cheikh Bendjeloul", la modernisation de la route reliant le quartier Ziyaina et la station de relevage du même quartier, l'achèvement de la réfection de la route reliant le carrefour

jouxant le CEM "Moudjahid Haguiga Mohamed Benali" au carrefour de Ziyaina.

D'autres opérations d'aménagement concernent l'achèvement de la réalisation d'un tronçon de route communale RC-51, reliant l'école "Moudjahid Benferdia Mohamed" et la mosquée "Abdallah Ibn-Zoubir" au quartier Ziyaina, en sus de la réalisation d'une route reliant le quartier de Lechoual à l'école primaire "20 Août".

La réhabilitation de 2,6 km de route, du carrefour du lotissement social à l'hôpital psychiatrique d'El-Hadeb, d'une rue au quartier Meba-

rak Benlaid, à El-Hadeb, la réalisation de rues au niveau des quartiers Amirat et Zegayet, et l'aménagement des alentours du complexe sportif "18 février", font partie des opérations retenues pour la commune de Rouissat.

Lors de sa récente sortie d'inspection, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a indiqué que la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leur cadre de vie demeurent parmi les priorités du programme de développement de la wilaya, avant de mettre l'accent sur le respect des délais et de la qualité de réalisation des projets.

Jijel Pour une meilleure prise en charge des malades

Plus de 90 malades bénéficient jeudi et vendredi d'interventions chirurgicales en ORL (oto-rhino-laryngologie) effectuées au niveau de l'établissement public hospitalier Mohamed-Seddik-Benyahia de Jijel, a-t-on appris auprès de la directrice de cet établissement.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Sabah Aouabi a indiqué que ces interventions spécialisées en ORL au profit de plus de 90 patients s'inscrivent dans le cadre du

suiti de la prise en charge.

Elles rentrent également, a-t-elle indiqué, dans le cadre des journées chirurgicales en ORL organisées par le même EPH en coordination avec l'association "Win nelka" et encadrées par des médecins spécialistes de plusieurs wilayas du pays.

Ces interventions poursuivent ainsi la prise en charge des malades qui avaient bénéficié le 22 mai passé des services de la caravane médicale organisée dans la

commune Djimla par l'EPH Mohamed-Seddik-Benyahia et l'établissement public de santé de proximité de Djimla, selon la même source.

Ces journées chirurgicales permettent une meilleure prise en charge des malades des localités reculées, a affirmé Mme Aouabi.

LEPH Mohamed-Seddik-Benyahia organisera du 7 au 9 juin courant des journées médicales de radiologie pour la prise en charge des cancéreux, a-t-on indiqué.

Djelfa Des mesures pour renforcer l'alimentation en eau

Le secteur de l'hydraulique dans la commune de Sidi Laâdjel, au nord de Djelfa, a été renforcé par la réalisation de trois (3) puits profonds destinés à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP), selon la direction du secteur.

Ces forages d'eau, entrés en service la semaine écoulée, "auront un impact significatif sur l'amélioration de la situation et l'augmentation des capacités d'approvisionnement en volumes doubles grâce à leur raccordement à des infrastructures de stockage d'une capacité de 500 et 1.000 m3

", a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Mettane.

Selon les fiches techniques de ces trois projets inscrits au titre du programme complémentaire de développement, une enveloppe de 205 millions de DA a été affectée au puits profond de la zone d'El Maâguel. L'opération a notamment porté sur la réalisation d'une conduite de transfert d'eau reliant la source d'alimentation à l'ouvrage de

stockage implanté dans la ville de Sidi Laâdjel.

Les deux autres forages sont implantés respectivement dans les zones de "Ramlia" et "El Ardja". Ils ont été équipés et raccordés directement à la conduite de transfert en direction de la commune de Sidi Laâdjel.

Ces opérations de développement permettront d'améliorer l'AEP au profit de plus de 13.000 personnes, selon la même source.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

21 dhou el hidja 1447

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 03h28 | Dohr 12h33 | Assar 16h25 | Maghreb 19h53 | Icha 21h32 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



Horaires des prières pour Alger et ses environs

21 dhou el hidja 1447

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 03h39 | Dohr 12h47 | Assar 16h39 | Maghreb 20h08 | Icha 21h48 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



Equipe Nationale- Départ pour Kansas City cet après-midi Accord trouvé sur la prolongation du contrat de Vladimir Petkovic



M. Z.

La FAF est parvenue à un accord définitif avec le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, pour la prolongation de son contrat à la tête des Verts. Selon des sources proches du dossier, les discussions entre les deux parties ont connu un dénouement ayant abouti à une entente sur la continuité du projet. Ainsi donc, le coach national va poursuivre son aventure avec l'EN. La signature officielle du nouveau contrat est prévue, sauf imprévu, aujourd'hui. Cette décision s'inscrit dans une logique de stabilité technique afin

d'assurer une meilleure préparation des prochaines échéances internationales. Depuis sa prise de fonction, Vladimir Petkovic a entamé un travail de reconstruction avec l'intégration de nouveaux profils et la recherche d'une identité de jeu plus stable. Sa prolongation est perçue, selon de nombreux observateurs, comme un signal envoyé en direction de la continuité et de la confiance accordée au staff technique en place.

Par ailleurs, l'équipe nationale s'envolera cet après-midi à destination de Kansas City, aux Etats-Unis, où elle poursuivra sa préparation en vue de la prochaine coupe du Mon-

de. Sur place, les Verts disputeront un dernier match amical de préparation face à la Bolivie le 10 juin à Kansas City, avant d'aborder le Mondial 2026. L'équipe algérienne qui prendra part pour la cinquième fois de son histoire au Mondial, évoluera dans le groupe J aux côtés de l'Argentine (tenante), l'Autriche et la Jordanie. Ce déplacement aux Etats-Unis marque une étape importante dans la préparation de l'équipe nationale pour le rendez-vous mondial, l'Algérie s'appêtant à retrouver la scène de la Coupe du monde avec l'ambition de réaliser un parcours à la hauteur des attentes de ses supporters.

Ligue 1 (30^e journée) La JS Saoura s'invite en Ligue des Champions

M. Zeggai

Ce sera finalement la JS Saoura qui accompagnera le Mouloudia d'Alger en Ligue des Champions d'Afrique. En effet, les Sudistes ont validé leur qualification à la plus prestigieuse compétition continentale après avoir dominé leurs hôtes du CS Constantine. Un triplé signé Saâdi a suffi au bonheur des gars de la Saoura qui a réalisé une excellente opération, ponctuée par un succès précieux des protégés du coach Abelkader Amrani, auteurs d'un remarquable parcours depuis la phase-retour. En revanche, le CR Belouizdad a été tenu en échec à Tizi Ouzou par la JSK. Un résultat insuffisant pour décrocher une place en Ligue des Champions d'Afrique, obligeant ainsi le Chabab à se contenter d'une participation à la

coupe de la Confédération africaine la saison prochaine. Mais, il fallait s'attendre à un tel scénario dans la mesure où les Belouizdadi n'avaient pas leur destin entre les mains depuis le nul concédé face à l'USM Alger. Ces retrouvailles entre la JSK et le CRB n'ont donc pas connu de vainqueur. Les "Rouge et Blanc" ont été privés lors de cette confrontation de deux joueurs-clés, à savoir l'attaquant tunisien Benhammouda et le défenseur Khacef, suspendus. En assurant sa participation à la prochaine édition de la Ligue des champions, la JS Saoura a atteint son objectif. Pour sa part, le Mouloudia d'Alger a bien fêté son 10^e titre de champion d'Algérie de son histoire, après avoir disposé de l'ASO Chlef grâce à deux buts signés l'international Guinéen Saliou Bangoura et Baya-

zid. Le sacre du MCA était déjà assuré, et depuis plusieurs jours, mais ce dernier match à domicile a été l'occasion de célébrer avec son public ses supporters.

A Khenchela, l'USMK a exploité l'avantage du terrain pour terminer la saison en beauté en s'imposant face au MB Rouissat par la plus petite des marges grâce à son buteur Djaouchi. C'est le cas également de l'Entente de Sétif qui a amélioré sa position au classement en vendangeant dans les malheurs du Paradou AC, relégué en Ligue 2 depuis belle lurette. Les Sétifiens ont signé une belle victoire à l'extérieur grâce à Benlebna, auteur d'un joli doublé. En revanche, l'ES Mostaganem et le MC El Bayadh, les deux autres relégués, se sont neutralisés sur un score nul d'un but partout.

Le MC Alger reçoit le bouclier de champion d'Algérie 2025-2026

Le MC Alger a reçu le bouclier de champion d'Algérie pour la saison 2025-2026 à l'issue de sa victoire contre l'ASO Chlef (2-0), en match disputé au stade Ali Amar de Douéra, dans le cadre de la 30^e et dernière journée de Ligue 1. C'est le capitaine de la formation algéroise, Ayoub Abdellaoui, qui a reçu le trophée des mains du ministre des Sports, Walid Sadi, et du conseiller du président de la République, Kamel Sidi-Saïd. Cela s'est passé au cours d'une cérémonie protocolaire, organisée spéciale-

ment à cet effet, juste après la fin de la rencontre. Le MCA a réalisé une saison pleine (20 victoires, 5 nuls et 5 défaites), affichant un bilan de 41 buts marqués (2^e meilleur attaque), contre 18 encaissés (meilleure défense). De très bonnes statistiques, qui lui ont permis de s'installer dans le fauteuil de leader depuis pratiquement le début de l'exercice, sans jamais le quitter, jusqu'au sacre final. La direction du «Doyen» a tenu à inviter plusieurs anciens joueurs du club, toutes générations confondues, pour assister à ce dernier match de la saison, et à la cérémonie de remise du bou-

clier. Le «Doyen» confirme son hégémonie sur la scène nationale, parvenant à aligner un troisième titre de rang, le dixième de son histoire, rejoignant au palmarès le CR Belouizdad avec 10 titres chacun, soit à quatre longueurs du recordman des consécutions nationales, la JS Kabylie (14 titres).

En revanche, le Mouloudia a connu une grosse désillusion en Ligue des Champions, en se faisant éliminer dès la phase de groupes, avant de quitter la Coupe d'Algérie en quarts de finale, après sa défaite contre le CR Belouizdad (3-2, après prolongations).

Matches amicaux Victoire des U 23 face à la Mauritanie, défaite des U 20 face à la Tunisie

La sélection algérienne des moins de 23 ans a dominé la Mauritanie, en match amical de préparation, disputé au stade du 19-Mai 1956 (Annaba), dans le cadre de ses préparatifs en prévision des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN U-23, prévus en septembre prochain. Les Verts disputeront un deuxième match amical contre leurs homologues de Mauritanie, après demain, toujours au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba. L'EN est en stage bloqué depuis lundi à Annaba, pour poursuivre sa préparation en prévision de ces éliminatoires de la CAN U-23. Le staff technique national compte profiter de cette double confrontation amicale pour évaluer l'état de forme de son groupe et apporter les derniers réglages à son dispositif tactique, avant de s'engager dans les

qualifications continentales. La sélection nationale des U23 s'est fixée pour objectif de décrocher une qualification aux prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2028 à Los Angeles (Etats-Unis d'Amérique).

D'autre part, l'EN des U20 s'est inclinée face à la Tunisie sur le score de 1 à 0, en match amical disputé à Hammam Sousse. Les deux sélections joueront un deuxième match amical demain dans la même ville. Le sélectionneur national avait fait appel à 29 joueurs pour ce stage prévu en Tunisie, dans le cadre de la poursuite de la préparation en prévision des prochaines échéances officielles. La sélection algérienne prépare le tournoi de l'UNAF, qui se déroulera en Egypte du 21 septembre au 6 octobre, qualificatif à la CAN 2027, dont la phase finale aura lieu au Ghana.

Monument de la natation algérienne Mohamed Benaboura n'est plus

Oran en deuil à la suite de la disparition de Mohamed Benaboura. Figure emblématique du sport algérien et ancien moudjahid, le défunt a marqué de son empreinte l'histoire de la natation algérienne, notamment dans l'Ouest.

Après avoir participé à la guerre de la Libération, il s'est consacré dès l'indépendance au développement du mouvement sportif national. Considéré comme le doyen des nageurs d'Oran, Mohamed Benaboura est l'une des gloires de la natation algérienne. Il a été l'un des fondateurs de la ligue de natation de la wilaya d'Oran en 1962.

Né au quartier mythique de Médina Jedida en 1932, il a adhéré au combat libérateur dès 1954, avant d'être arrêté et emprisonné de 1957 à 1961 par l'armée coloniale. Pionnier de la discipline, il a contribué à la structuration de la natation à Oran en contribuant à la création des premières instances de gestion et en œuvrant à la formation de plusieurs générations de nageurs. Educateur, dirigeant et passionné des sports aquatiques, Mohamed Benaboura est considéré comme l'un des principaux artisans de l'essor de la natation algérienne. Son engagement, aussi bien au service de la Patrie que du Sport, lui a valu la reconnais-

sance du mouvement sportif national qui voit en lui une référence et un modèle de dévouement. Son héritage continue d'inspirer les acteurs de la natation algérienne et les jeunes générations des sportifs. Connu par ses grandes qualités morales, son professionnalisme et son engagement, il s'est distingué tout au long de son parcours par un remarquable sens de la communication et une capacité rare à fédérer les acteurs du mouvement sportif.

Apprécié pour son écoute, sa proximité avec les dirigeants, il a toujours privilégié le dialogue et la concertation dans l'exercice de ses responsabilités.

Par sa disponibilité permanente, son dévouement et son attachement aux valeurs du sport, Mohamed Benaboura a accompli avec sérieux les différentes missions qui lui ont été confiées. Son parcours témoigne d'un engagement exemplaire au service du sport, fondé sur l'intégrité, le sens du devoir et la passion. A travers son action, il s'est imposé comme l'un des grands serveurs et militants du sport, laissant l'image d'un homme respecté dont la compétence, l'humanisme et la rigueur ont fait l'unanimité auprès de ceux qui l'ont côtoyé et ceux qui ont eu l'occasion de collaborer avec lui.

M. Zeggai

RC Arba Deux dirigeants démissionnent

Deux responsables au sein du RC Arba, Reda Touhami et Mohamed Djettou, ont annoncé leur incapacité à poursuivre leur mission au sein du club, officialisant leur démission de la tête du club. Les deux responsables ont tenu à remercier toutes les parties ayant contribué au fonctionnement du club et à son maintien en ligue 2, rappelant leur engagement dans une

période particulièrement difficile et sensible. Le club se trouve désormais dans une situation délicate, nécessitant, selon plusieurs observateurs, l'intervention urgente d'investisseurs et d'hommes d'affaires afin d'éviter une aggravation de la crise. Tout retard supplémentaire pourrait compromettre davantage l'avenir du RCA.

R. S.

L'émigration des diplômés Une exception algérienne ou un phénomène mondial ?

Par Khider Mesloub

À lire certains détracteurs de l'Algérie, on pourrait croire que l'émigration des diplômés constitue une spécificité nationale, voire la preuve irréfutable de l'échec historique de l'Algérie indépendante. Chaque départ de médecin, d'ingénieur ou de chercheur est présenté comme le symptôme d'une catastrophe exclusivement algérienne, révélatrice d'un pays incapable d'offrir un avenir à sa jeunesse.

LA FUITE DES CERVEAUX : UN PROCÈS EXCLUSIVEMENT ALGÉRIEN ?

Cette lecture à charge souffre pourtant d'un défaut majeur : elle passe sous silence des réalités observables dans de nombreux pays développés, notamment européens, où l'émigration des diplômés atteint parfois des proportions comparables, voire supérieures à celles observées en Algérie. Si l'émigration des compétences est effectivement une réalité en Algérie, elle ne lui est nullement propre. L'Italie connaît depuis plusieurs années une véritable hémorragie de diplômés. La France voit une part croissante de sa jeunesse envisager l'expatriation. L'Espagne, le Portugal ou encore la Grèce ont également connu des vagues importantes d'émigration qualifiée. Plus étonnant encore, certains indicateurs apparaissent parfois plus alarmants dans plusieurs pays européens qu'en Algérie. Ainsi, l'Italie a récemment franchi un seuil historique : pour la première fois depuis son unification, le nombre d'Italiens vivant à l'étranger dépasse celui des étrangers résidant légalement sur son territoire. Dans le même temps, des centaines de milliers de jeunes diplômés italiens quittent leur pays pour chercher ailleurs les perspectives professionnelles qu'ils estiment ne plus trouver chez eux. Or, lorsque ce phénomène touche l'Italie ou la France, il est généralement analysé comme la conséquence de transformations économiques mondiales, de la concurrence internationale pour les compétences ou encore de la mobilité croissante de la main-d'œuvre qualifiée. Lorsqu'il concerne l'Algérie, il cesse d'être analysé comme un phénomène économique et social mondial pour être érigé en preuve de la prétendue faillite intrinsèque de l'Algérie indépendante. Cette différence de traitement soulève une question essentielle : pourquoi un phénomène interprété ailleurs comme une conséquence de la mondialisation devient-il, lorsqu'il concerne l'Algérie, la preuve d'un prétendu échec national ?

L'émigration des diplômés ne constitue pas une anomalie algérienne. Elle s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus vaste affectant l'ensemble des sociétés intégrées au marché mondial. À l'ère de la mondialisation, les capitaux circulent librement à la recherche des meilleurs rendements ; les travailleurs qualifiés suivent désor-

mais une logique comparable en recherchant les espaces offrant les meilleures rémunérations, les meilleures conditions de travail et les perspectives de carrière les plus attractives. Dès lors, avant d'ériger la fuite des cerveaux en preuve particulière de l'échec algérien, encore faut-il déterminer si nous sommes réellement en présence d'un phénomène propre à l'Algérie ou d'une dynamique mondiale qui touche, à des degrés divers, aussi bien les pays du Sud que les nations les plus développées d'Europe.

L'ITALIE, LABORATOIRE EUROPÉEN DE L'EXODE DES DIPLÔMÉS

L'exemple italien est particulièrement révélateur. Selon plusieurs études récentes, l'Italie connaît depuis plus d'une décennie une véritable hémorragie de jeunes diplômés. Médecins, ingénieurs, chercheurs et informaticiens quittent massivement le pays pour rejoindre l'Allemagne, la Suisse, la France, le Royaume-Uni ou l'Amérique du Nord. L'importance du phénomène est illustrée par une donnée particulièrement révélatrice : en 2025, les Italiens établis à l'étranger étaient devenus plus nombreux que les étrangers résidant légalement en Italie.

Les causes invoquées sont remarquablement proches de celles avancées pour expliquer l'émigration algérienne : faibles salaires, difficulté d'insertion professionnelle, faible mobilité sociale, poids des réseaux relationnels dans le recrutement, coût du logement et manque de perspectives d'avenir.

LA FRANCE CONFRONTÉE AU DÉSIR D'EXPATRIATION DE SA JEUNESSE

La France n'échappe pas davantage à cette dynamique. Un sondage OpinionWay réalisé à la fin de l'année 2023 révélait que plus de la moitié des jeunes Français âgés de 18 à 24 ans envisageaient de quitter leur pays. Si tous ne passent évidemment pas à l'acte, cette donnée traduit néanmoins une perte de confiance significative dans les perspectives offertes par leur propre société.

Ces exemples montrent que l'émigration des diplômés ne peut être réduite à une simple conséquence des difficultés propres à un pays donné. L'émigration des diplômés ne résulte pas uniquement des politiques nationales.

Elle découle également de l'existence d'une hiérarchie mondiale des économies. Tant que subsisteront des écarts considérables de salaires, de moyens de recherche, d'investissement et de niveau de vie entre les pays, les travailleurs qualifiés seront naturellement attirés vers les principaux pôles économiques dominants.

QUAND LES DIPLÔMÉS SUIVENT LES CAPITAUX

Cette dynamique s'inscrit

dans le fonctionnement normal du capitalisme mondialisé. Dans une économie mondialisée, les capitaux circulent librement à la recherche des meilleures opportunités de profit. Il en va désormais de même pour la force de travail qualifiée. De la même manière que les capitaux se dirigent vers les zones offrant les rendements les plus élevés, les travailleurs qualifiés tendent à se diriger vers les espaces économiques proposant les rémunérations les plus attractives, les meilleures infrastructures et les perspectives de carrière les plus favorables. Les ingénieurs, médecins, chercheurs et informaticiens ne font pas exception à cette logique. Les pays disposant des monnaies les plus fortes, des marchés les plus riches et des infrastructures les plus performantes exercent mécaniquement un puissant pouvoir d'attraction sur les compétences du monde entier. L'émigration des compétences n'est donc pas l'exception mais la règle du marché mondial du travail contemporain. L'Algérie participe à ce mouvement général. La différence réside d'ailleurs dans sa position dans la hiérarchie économique internationale que dans la nature du phénomène lui-même. Les diplômés algériens partent pour des raisons qui ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui poussent des milliers d'Italiens, de Français, d'Espagnols ou de Portugais à s'expatrier. Le véritable problème n'est donc pas l'existence de l'émigration en tant que telle. Il réside dans l'incapacité croissante de nombreux pays à offrir à leur jeunesse qualifiée des perspectives jugées suffisamment attractives pour la retenir.

L'ALGÉRIE FACE AU DOUBLE STANDARD MÉDIATIQUE

Sous cet angle, contrairement au récit obstinément entretenu par certains détracteurs de l'Algérie, la fuite des cerveaux apparaît moins comme une pathologie spécifiquement algérienne que comme l'une des manifestations les plus visibles de la concurrence mondiale pour l'appropriation des compétences et du travail qualifié.

L'Algérie n'échappe pas à cette logique. Comme de nombreux pays, y compris européens, elle participe à cette compétition mondiale pour les compétences, dans laquelle les économies les plus développées bénéficient d'un avantage structurel considérable pour attirer les travailleurs qualifiés.

L'émigration des diplômés n'est pas une exception algérienne mais l'une des conséquences ordinaires de la mondialisation capitaliste. La véritable singularité algérienne ne réside pas dans l'existence de cette dynamique mais dans l'usage politique qui en est fait. Alors que l'exode des compétences italiennes ou françaises est généralement analysé comme le produit de mécanismes économiques mondiaux, celui des diplômés algériens est fréquemment présenté comme la preuve d'un prétendu échec national. Cette différence de traitement en dit souvent davantage sur les présupposés idéologiques de certains commentateurs que sur la réalité du phénomène lui-même.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE
DIRECTION DE LA SANTE ET DE POUPULATION WILAYA D'ORAN
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE BOUTLELIS
Réf.: 1242/2026

AVIS DE RECRUTEMENT

L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE DE BOUTLELIS Lance L'ouverture Des Concours De Recrutement Sur Titre Dans Les Grades Suivants:

| Grade | Mode de recrutement | Conditions d'accès | Spécialité | Nombre de poste ouvert | Structure D'affectation | Autres Conditions |
|---|---------------------|---|------------|------------------------|--|-------------------|
| Médecin généraliste de santé publique | Concours sur titre | Les candidats titulaires du diplôme de docteur en médecine ou d'un titre reconnu équivalent | / | 03 | Selon les priorités de l'établissement | / |
| pharmacien généraliste du 1er degré de santé publique | Concours sur titre | Les candidats titulaires du diplôme de pharmacien ou d'un titre reconnu équivalent | / | 03 | Selon les priorités de l'établissement | / |
| Ingénieur d'état en informatique | Concours sur titre | Les candidats titulaires du diplôme Ingénieur d'état en informatique ou d'un titre reconnu équivalent | / | 01 | Selon les priorités de l'établissement | / |

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes:

- 1-Une demande manuscrite ;
- 2-Une copie de la pièce d'identité ;
- 3-Une copie du titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint le relevé de notes du cursus de formation ;
- 4-Une fiche de renseignement, dûment remplie par le candidat.
- 5-Attestation de travail attestant l'expérience professionnelle du candidat

Délais des inscriptions et dépôt des dossiers:

Le délai des inscriptions au concours sur titre est fixé à 15 jours de travail à compter de la date de la parution du premier placard publicitaire dans la presse écrite.

Envoyés ou déposés les dossiers des candidatures à l'adresse suivante 20 RUE RAHO BAGHDAD BOUTLELIS (EPSP BOUTLELIS)..

Un accusé de réception sera remis au candidat indiquant le nom du candidat, le nombre de pièces du dossier et leurs natures.

Les critères sélection aux concours sur titre ci-dessous :

- 1* l'adéquation du profil de la formation du candidat avec les exigences du corps ou grade ouvert au concours ;
- 2* la formation de niveau supérieur au titre ou diplôme exigé pour la participation au concours ;
- 3* les travaux et études réalisés, le cas échéant ;
- 4* l'expérience professionnelle acquise par le candidat dans la spécialité, quel que soit le secteur d'exercice ou la nature de l'emploi occupé ;
- 5* la date d'obtention du diplôme ;
- 6* les résultats de l'entretien avec le jury de sélection

Observation: Tout dossier incomplet ou arrivé hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération

25 MAI 2026
FAIT A BOUTLELIS.....
LE DIRECTEUR.

ANEP N° 2631009188

Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

Communiqué Journée mondiale de l'Environnement Ooredoo organise une opération écologique de nettoyage de plages et de forêts à Skikda

À l'occasion de la Journée mondiale de l'Environnement et dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE), Ooredoo Algérie a organisé, ce vendredi 05 juin 2026, une double initiative de nettoyage de plages et de forêts dans la wilaya de Skikda, en partenariat avec l'Association Nationale du Volontariat, sous le slogan « Bladna Dima N'dhifa ».

Réalisée en coordination avec la Direction de l'Environnement et la Conservation des Forêts de la Wilaya et en présence des autorités locales notamment du Directeur de la Poste et des Télécommunications, du Directeur de l'Environnement ainsi que du Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture, cette initiative a débuté dans la matinée par une opération de nettoyage de la plage Larbi Ben M'hidi, située dans la commune de Skikda, l'un des sites balnéaires les plus emblématiques de la région grâce à sa richesse écologique marine et à son cadre naturel remarquable. Elle s'est poursuivie par une opération de nettoyage de la forêt située au niveau de la commune de Filfila, reconnue pour sa biodiversité et son importance écologique. Cette initiative, qui a connu une large participation des employés de Ooredoo ain-

si que des membres de l'Association Nationale du Volontariat, intervient à quelques semaines du lancement officiel de la saison estivale. Elle vise à contribuer à la préservation du littoral algérien et à sensibiliser les citoyens à l'adoption de comportements responsables et respectueux de l'environnement. Elle s'inscrit également dans les efforts de prévention des incendies de forêt durant la saison estivale, à travers l'élimination des déchets susceptibles de provoquer des départs de feu, notamment les bouteilles en verre, les matières plastiques et autres débris abandonnés dans la nature.

À cette occasion, M. Roni Tohme, Directeur Général de Ooredoo, a déclaré : « À travers cette opération de nettoyage de plages et de forêts organisée à Skikda à l'occasion de la Journée mondiale de l'Environnement, Ooredoo réaffirme son engagement concret en faveur de la préservation du patrimoine naturel algérien et de la promotion de la culture environnementale. La protection de nos espaces côtiers et forestiers est une responsabilité collective qui nécessite la mobilisation de tous. Nous sommes fiers de contribuer, aux côtés de nos partenaires institutionnels et associatifs, à la sensibilisation des

citoyens, notamment des jeunes, aux enjeux environnementaux et à la promotion du volontariat au service du développement durable. »

De son côté, M. Ahmed Melha, Président de l'Association Nationale du Volontariat, a déclaré : « Nous sommes heureux d'organiser, aux côtés de notre partenaire Ooredoo, cette initiative écocitoyenne qui associe sensibilisation environnementale et action de terrain concrète. Cette opération constitue une opportunité de renforcer les valeurs du volontariat, de la responsabilité environnementale et de la citoyenneté active auprès des nouvelles générations. La préservation de nos plages et de nos forêts est une responsabilité partagée qui exige une mobilisation continue de tous. » Cette initiative s'inscrit dans une série d'actions environnementales que Ooredoo organise régulièrement en partenariat avec l'Association Nationale du Volontariat et les autorités locales à travers plusieurs wilayas du pays, notamment à travers des opérations de nettoyage de plages, de forêts et des campagnes de reboisement menées au cours des dernières années, traduisant ainsi son engagement constant en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement.

Publicité

APARTEMENTS

■Location F3 meublé 2^e étage à Gd terre, Zitoun + F5, 150 m² 1^{er}, CV, rue Md Khemisti + F3 100 m², 9^e, double ascenseur avec garage sous-sol à yaghamorcen, résid. ORION + F5 160 m², 4^e, Frt mer + F3, 7^e avec ascenseur au Frt mer + villa 300 m², R+2, à Bel air + Villa meublée de 300 m², R+2 à Canastel + villa double façade rdc en plein Bd commercial, Ain El-Turck – Cabinet imm VICTORIA 4 rue Md Khemisti en face CPA Oran – Tél : 0557.87.64.93/ 0551.96.22.44

■A louer un petit appart de 2 pièces, sdb, wc, au 1^{er} étage pour couple avec 1 enfant, pas plus, à la Lofa, cité colonel Abderrezak, route de Misserghine, Oran – Tél : 0771.22.74.75

LOCAUX

■A.Vendre ou à louer, 3 locaux 1^{er}, Hai Yasmine (proche café Dubaï 12 m², 2^e Eckmühl 11 m² (17000.00 non négociable), 3^e Sidi Bachir 12 m² (place sur l'autoroute) 0777.78.16.73

EMPLOIS

■Clinique d'ophtalmologie recrutée 1 médecin ophtalmologue – 1 Optométriste, 1- agent de sécurité. Envoyer CV (mail) cliniquophthoran@gmail.com – Tél : 0782.63.37.72

DIVERS

■Vends 'Meuble ORAN' Salon valeurs 3 pièces convertibles, Salon syrien 4 pces, Fauteuil chesterfield (GB) cuir convertif, Salle à manger présidentielle, 3.5 m x 1.50m (Marquetterie) + 10 chaises + 2 fauteuils + Piano droit sur RDV - Tél : 0552.98.49.10

VILLAS

■A vendre maison près de la plage, composée de 3 pièces, cuisine, buanderie, wc, sup 135 m², actée + livret à Ain Turck Oran – Tél : 0668.91.37.08 - 0798.13.95.97

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET AMENAGEMENT DE
TERRITOIRE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
DE LA WILAYA D'EL BAYADH

AVIS D'INFRACTUOSITE DE 8^{ème} Avis d'appel d'offre national ouvert
avec exigence des capacités minimales

Numéro d'identification fiscal (NIF)099632010774718

Conformément A L'article 40 Alinea 02 Du Décret Présidentiel N° 15-247 Du 2 Dhou El Hidja 1436 Correspondant Au 16 Septembre 2015 Portant Réglementation Des Marches Publics Et Des Délégations De Service Public et la loi N°12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics Et Conformément De L'extrait De La Commission D'Ouverture Des Plis Et D'évaluation Des Offres N°44 /2026 Du 19/05/2026. L'office De Promotion Et De Gestion Immobilière El Bayadh Déclare Que Le huitième avis N°35/2026 du 05/05/2026 et Portant Réalisation des 80/400/1300/2000 Logements Publics Locatifs y compris VRD a EL BAYADH lot 07, Programme Complémentaire 2024 à EL-BAYADH Est Inférieur .

Et ce que pour les motifs suivant

- Aucun Soumissionnaire n'a participé .

En application de l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics dans un délai de 10 jours à partir de la 1ère parution du présent avis d'avis d'infirmité.

ANEP N° 2631009225 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE CHLEF
DAIRA DE AIN MERANE
COMMUNE DE AIN MERANE
N° FISCAL 098402325022828

Ain Merane le:.....

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article N°65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de AIN MERANE, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 04/2026 Paru dans les quotidiens nationaux « **الجمهورية** » et « **Le quotidien d'Oran** » le : 13/05/2026, et BOMOP et à travers les communes de la wilaya et la chambre commerciale, et le service technique concerné et la direction du service technique pour réaliser les projets suivants :

INTITULE D'OPERATION : REALISATION ET EQUIPEMENT CANTINE SCOLAIRE DE 200 REPAS A ECOLE BELHADJ ADDA ABED A AIN MERANE CENTRE

INTITULE DE PROJET : REALISATION CANTINE SCOLAIRE DE 200 REPAS A ECOLE BELHADJ ADDA ABED A AIN MERANE CENTRE

Qu'à l'issue d'évaluation des offres techniques et des offres financières en date du 26/05/2026 a été attribué provisoirement à l'entreprise Suivante :

| Numéro | Intitule de l'opération | L'entreprise | L'offre Technique /102 | Montant en T.T.C corrigé (DA) | Délais de Réalisation | Observation |
|--------|---|-----------------------------------|------------------------|-------------------------------|-----------------------|---|
| 01 | REALISATION CANTINE SCOLAIRE DE 200 REPAS A ECOLE BELHADJ ADDA ABED A AIN MERANE CENTRE | MAHI SAID 18202170039615603700 | 72.00 | 16.814.952.99 DA | 04 MOIS | L'offre Economiquement la plus avantageuse Comme référence offre financière par le seul |

Conformément aux dispositions de l'article N°82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics des délégations de service public, tout soumissionnaire en se rapprochant de bureau de marché de la commune dans un délai de 03 jours à compter de la date de la première parution, les soumissionnaires qui conteste le choix opéré peut introduire un recours auprès de la commission des marchés dans les 10 jours qui suivent la date de publication du présent Avis dans les quotidiens nationaux sus indiqués ou dans le (BOMOP).

Le président de L'APC

ANEP N° 2631009265 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Tlemcen
Daira de boum
Commune de Beni Khellad

2ème Avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacité minimal N° :01/2026

La Commune DE BENI KHELLAD lance un avis d'appel d'offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales dans le cadre du programme ADSEC de l'année budgétaire 2025 pour :
Intitule de l'opération: Etude, Suive et réalisation 03 classes d'extension avec bloc administrative de l'annexe d'école primaire HAKIM SI BRAHIM a souk el khemiss
Intitule du Projet : Réalisation 03 classes d'extension avec bloc administrative de l'annexe d'école primaire HAKIM SI BRAHIM a souk el khemiss
Seules les entreprises répondant aux conditions d'éligibilité ci-dessous, Avoir une :
-Certificat de qualification et de classification professionnelle dans le domaine de bâtiments (Activité Principale) catégorie trois (03) ou plus en cours de validité.
-Avoir réalisé au moins un (01) projet dans les cinq (05) dernières années dans le domaine de bâtiments (travaux de réalisation: 02 Classes et plus/Cantine Scolaire/Bloc Administrative), reconnu par certificat administratif ou attestation de bonne exécution délivré par le maître d'ouvrage (intitulé du projet, montant du projet, date de réception provisoire et définitive avec observation).
Toute entreprise étatique ou privé avoir des moyens financiers, techniques et réglementaires justifiés peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau N°23/1er étage- Siège APC de BENI KHELLAD contre paiement de : 3 000,00 DA (il est strictement interdite de lire le cahier des charges avant le paiement des droits d'achat).
L'offre déposée constituée de :

***DOSSIER DE CANDIDATURE :**

- Déclaration de candidature datée signée et cachetée par le soumissionnaire.
 - Déclaration de probité datée signée et cachetée par le soumissionnaire.
 - Copie des Statuts pour les sociétés.
 - Registre de commerce
 - Extrait de rôle présente doit contenir la mention **"non inscrit au fichier national des fraudeurs"**, ou faire l'accompagné par une attestation faisant preuve délivrée par les services compétentes à toute fin utile
 - Lettre d'engagement que le candidat n'est pas exclu suite à l'article 75 du DP 15/247
 - Copie de PV d'expertise de justice, ou contrat de location notarié pour Moyens matériels destiné au projet avec justification (carte grise, police d'assurance, fiche contrôle, facture).
 - Liste nominative des salariés + attestations d'affiliations de la CNAS en cour de validité (moins de 3 mois) + diplôme et CV.
 - Bilan Financier Des Trois Dernière années
- *L'OFFRE TECHNIQUE :**
- La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint) rempli datée signée et cachetée par le soumissionnaire.
 - Le cahier des charges paraphé, signé et cachetée portant à la dernière page, la mention manuscrite « **lu et accepté** ».
 - mémoire technique justificatif signée et cachetée par le soumissionnaire
 - Planning d'exécution des travaux suivant le délai prononcé.
 - le rabais éventuel du soumissionnaire dans une enveloppe fermée et à part.

*** L'OFFRE FINANCIER :**

- La lettre de soumission (selon modèle ci-joint) rempli datée signée et cachetée par le soumissionnaire.
 - Le détail estimatif et quantitatif rempli signé et cachetée.
 - Le bordereau des prix unitaires rempli signé et cachetée.
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées. ces enveloppes sont mise dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention : « **À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres** » Appel d'Offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° : 01/2026.
Intitule du Projet : Réalisation 03 classes d'extension avec bloc administrative de l'annexe d'école primaire HAKIM SI BRAHIM a souk el khemiss
-La durée de préparation des offres est fixée à quinze 15 jours, à partir de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse nationale écrite en langue nationale, langue étrangère, bulletin officiel des marchés de L'opérateur public (BOMOP) et page électronique.
-La date et l'heure de dépôt des offres correspondent au dernier jour de préparation des offres, le : avant treize heures trente minutes (13.30H).
-Si ce jour coïncide, avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
-La date et l'heure d'ouverture des plis s'effectueront les mêmes jours de la date de dépôt des offres à partir de quatorze heures 14 H 00mn. Au siège de la commune de BENI KHELLAD, salle des réunions, 1^{er} étage.
-Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se déroule à la salle de réunion, siège de la commune Beni Khellad - 1^{er} étage.
-La durée de validité des offres est fixée à Quatre Vingt Dix (90) Jours à partir de la date de dépôt des offres.
NB : toute offre tardif ou incomplète et irrécusable et sera rejetée et retournée à l'envoyeur.

Le président De L'Assemblée Populaire Communale De Beni Khellad

ANEP N° 2631009128 Le Quotidien d'Oran 07/06/2026

2

20.10 Mourir peut attendre

09.00 Présence protestante
10.55 Parole inattendue
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.20 13h15, le dimanche
13.10 C'est bon à savoir
13.15 Tennis : Roland-Garros
17.05 Les enfants de la télé
18.10 Les enfants de la télé, la suite
19.00 Journal
19.30 20h30 le dimanche
20.03 Image du jour sports



James Bond (Daniel Craig) a quitté les services secrets et coule des jours heureux en Jamaïque. Mais sa tranquillité est de courte durée car son vieil ami Felix Leiter (Jeffrey Wright) de la CIA débarque pour solliciter son aide : il s'agit de sauver un scientifique qui vient d'être kidnappé. Mais la mission se révèle bien plus dangereuse que prévu et Bond se retrouve aux trousses d'un mystérieux ennemi détenant de redoutables armes technologiques...

22.50 Beau geste

3

20.10 Vanina : Meurtres en Sicile

10.10 Dimanche en politique...
10.40 Dimanche en politique
11.40 ICI 12/13
12.30 Cyclisme : Tour Auvergne-Rhône-Alpes
14.10 50 ans de Numéro Un - Les Carpentier
16.25 Le jeu des 1000 euros
17.05 Questions pour un champion
17.50 Réflexe !
18.15 ICI 19/20
18.55 C'est bon à savoir
19.05 Stade 2



Saison 2 - Ep 3 : La mort de Sant'Agata
Pendant la fête de Sant'Agata, patronne de la ville de Catane, Vasco Nocera est retrouvé mort dans un des carrosses d'époque exposés au public. Rentier ayant hérité du patrimoine de son père, qui était autrefois l'avocat d'une riche famille de la région, il ne travaillait pas et semblait même dilapider sa fortune au détriment de sa famille. Vanina mène l'enquête et l'aide de Biagio Patanè, commissaire à la retraite, est une fois de plus indispensable.

4

20.00 Cher trésor

08.59 Bluey
09.57 Les as de la jungle à la rescousse
10.25 Les as de la jungle : en direct
10.40 Mission info
10.58 T'es au top
12.25 Un jour, une question
13.35 Trop cool, Scooby-Doo !
14.25 Okoo-koo
14.34 La famille Weasy
17.01 Super détectives !
18.05 Bigflo et Oli, le concert événement



François Pignon, au chômage depuis deux ans, garde l'appartement de son riche parrain, M. Jonville. Quitté par sa femme pour un autre homme et délaissé par ses amis, Pignon décide de ne pas se laisser abattre et trouve une solution pour attirer les regards sur lui. Il persuade un inspecteur du Trésor public, Maurice Toulouse, de contrôler sa situation fiscale. Le leurre produit l'effet escompté, et François Pignon suscite les convoitises de ceux qui lui avaient tourné le dos.

21.30 La cage aux folles

5

arte

TMC

08.25 Silence, ça pousse !
09.20 Echappées belles
11.00 Une maison, un artiste
11.35 C à vous
15.30 Terre des mondes
15.45 Des trains pas comme les autres
16.20 La honte et l'oubli, travailleuses françaises en Allemagne nazie
17.30 En société
19.00 C politique
20.10 La fabrique du mensonge : Brigitte Macron, l'ombre de la rumeur
21.50 Crimée 1855, le spectacle de la guerre

08.10 Piotr le cueilleur de miel et les abeilles des bois
08.55 Cuisines des terroirs
09.30 Les plus beaux parcs nationaux d'Asie
14.20 En Italie, au temps de la peste noire
16.00 L'île d'Elbe : Une vie au bord de l'eau
16.50 L'art et la nature : Peintres néerlandaises...
17.45 Les quatre saisons à Venise
18.45 Arte journal
19.05 Steven Spielberg, l'homme et l'enfant
20.05 Capitaine Phillips
22.10 Tom Hanks, un héros ordinaire

08.10 Animaux à adopter



20.15 Esprits criminels : S6 - E8: Etoiles filantes



CINE + FRISSEON 19.50

ROCKY IV

Acteur: Sylvester Stallone (Rocky Balboa), Talia Shire (Adrian), Dolph Lundgren (Ivan Drago), Carl Weathers (Apollo Creed), Burt Young (Paulie), Voir plus

La famille Balboa coule des jours paisibles. Un peu trop paisibles peut-être. En effet, tandis qu'Adrienne s'occupe de Rocky junior, l'idole de la boxe se ramollit : il consacre plus de temps à évoquer ses vieux combats avec Apollo Creed, son adversaire d'antan devenu son ami, qu'à s'entraîner sur le ring. La tournée américaine d'un géant soviétique, Ivan Drago, fait sortir Apollo de ses gonds et de sa retraite. Mais en trois rounds sanglants, Drago massacre l'infortuné Creed, insuffisamment préparé.



CINE + FAMIZ 19.50

KAAMELOTT : DEUXIÈME VOLET (PARTIE 1)

Acteur: Alexandre Astier (Arthur Pendragon), Lionnel Astier (Léodagan de Carmélide), Alain Chabat (le duc d'Aquitaine), Christian Clavier (le juriconsulte), Clovis Cornillac (Quarto), Voir plus

Les dieux sont en colère contre Arthur. Après la destruction de Kaamelott, son refus obstiné de tuer Lancelot précipite le royaume de Logres à sa perte. Hébergé chez ses beaux-parents en Carmélide, le souverain réunit ses chevaliers, novices téméraires et vétérans désabusés, autour de la nouvelle Table ronde. Il les envoie prouver leur valeur en partant à la recherche du Saint Graal aux quatre coins du monde, des Marais orcaniens aux terres glacées du Dragon opalescent...



arte 19.50

CAPITAINE PHILLIPS

Acteur: Tom Hanks, Catherine Keener, Michael Chernus, David Warshofsky...

Capitaine Phillips retrace l'histoire vraie de la prise d'otages du navire de marine marchande américain Maersk Alabama, menée en 2009 par des pirates somaliens. La relation qui s'instaure entre le capitaine Richard Phillips (Tom Hanks), commandant du bateau, et Muse (Barkhad Abdi), le chef des pirates somaliens qui le prend en otage, est au cœur du récit. Les deux hommes sont inévitablement amenés à s'affronter lorsque Muse et son équipe s'attaquent au navire désarmé de Phillips. À plus de 230 kilomètres des côtes somaliennes, les deux camps vont se retrouver à la merci de forces qui les dépassent...

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Chasse gardée



09.05 Automoto
09.55 Ma maison de A à Z
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.10 Sept à huit
18.50 Ma maison de A à Z
18.55 Météo
19.00 JT 20h
19.45 Le goût du détail

Adélaïde (Camille Lou), une architecte ambitieuse, et Simon (Didier Bourdon), un musicien passionné, aspirent à un changement radical dans leur vie familiale. Éreintés par le rythme effréné de la vie parisienne et désireux de retrouver un sens à leur existence, ils décident de quitter la capitale pour s'installer dans le pittoresque village de Saint-Hubert-des-Bois. Là, ils découvrent une maison qui semble être l'écrin parfait pour leurs enfants, Romy et Léon. La transition vers la vie rurale débute sous les meilleurs auspices, entre balades en pleine nature et moments de complicité.

6

20.10 Capital



Pizza, télé et maillot de foot : enquête sur les vrais gagnants de la Coupe du monde

Au sommaire : Moins chère, plus rapide : enquête sur les nouveaux rois de la pizza. Grandes chaînes, artisans ou champions de la livraison, tous les pizzaiolos sont sur le pont pour gagner le match du plateau télé pendant la Coupe du monde. Nouvelles recettes, cuisson ultra-rapide, livraison en dix minutes chrono...

22.15 Enquête exclusive

CANAL+

09.36 Le Rocher des champions
10.37 Un dimanche à Monaco
10.40 Automobilisme : Porsche Super Cup, Grand Prix de Monaco
11.21 Un dimanche à Monaco
11.55 Parade des pilotes F1
12.30 La Grille Moto
12.57 Moto GP : Grand Prix de Hongrie
13.56 Plateau sports mécaniques
14.00 Formule 1....
15.58 Formula One, le mag

20.04 Back 2 Back - Paris dans la légende



A la veille de la Coupe du Monde 2026, Hervé Mathoux s'est rendu en Argentine pour comprendre la rivalité singulière qui s'est dessinée entre la France et l'Argentine, marquée par deux confrontations mémorables en 2018 en Russie et en finale au Qatar en 2022. Sommes-nous vraiment des "ennemis sportifs" ?

21.06 Strasbourg, rêve d'Europe

22.06 Plateau sport

PLANETE +

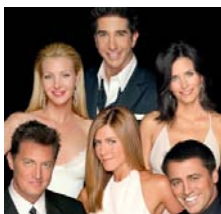
TFX

W9

08.12 American Pickers, la brocante made in USA
13.36 La liste de Varian Fry
14.54 Ingénieurs de l'Antiquité
16.43 Les secrets des bâtisseurs de pyramides
18.21 American Pickers,...
19.55 Ingénieurs de l'Antiquité ; Les voies navigables dans l'Antiquité



08.34 Top Info
08.40 Cleaners les experts du ménage
12.20 Friends



20.10 Five



22.10 Chroniques criminelles

08.10 Génération Hit machine
09.10 Fréquentstar
11.20 100% poker



15.30 La petite histoire de France
20.10 Beaux-parents



21.40 Kaamelott

CODÈS N° 9590

| | | | | | |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1 L | 2 U | 3 T | 4 R | 5 I | 6 S |
| 7 E | 8 O | 9 A | 10 P | 11 M | 12 N |
| 13 G | 14 V | 15 C | 16 D | 17 | 18 |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 |

10 PEREURS



Pakistan : six éléments armés abattus lors d'une opération militaire



Six éléments armés ont été abattus lors d'une opération de sécurité menée par l'armée pakistanaise dans le sud-ouest du pays, a annoncé vendredi soir l'armée dans un communiqué. L'opération a été conduite dans la région de Panjur, dans la province du Balouchistan, indique la même source. Selon l'armée, les forces de l'ordre ont abattu ces éléments armés à l'issue d'un échange intense de tirs. Des armes, des munitions et des engins explosifs ont également été saisis lors de l'opération, selon la source.

La FIFA versera 5.000 dollars par jour aux clubs libérant leurs internationaux



La FIFA versera aux clubs qui mettront leurs joueurs à disposition des sélections nationales pour la Coupe du monde 2026 un montant minimum de 5.000 dollars par joueur et par jour, a annoncé l'instance dirigeante du football mondial vendredi.

Cette indemnité de base, équivalant à environ 4.320 euros, sera complétée par une rémunération variable tenant compte de la présence du joueur sur la feuille de match et de son temps de jeu durant la compétition. Le calcul définitif sera communiqué à l'issue du tournoi. Le programme atteindra ainsi 355 millions de dollars (environ 300 millions d'euros).

Pour la première fois, 100 millions de dollars seront consacrés à la période des qualifications. Les clubs ayant libéré leurs internationaux pour les 905 rencontres qualificatives recevront environ 2.360 dollars par joueur et par match.

Portée par cette expansion, la FIFA prévoit des revenus record de 13 milliards de dollars pour le cycle 2023-2026, soit une progression de 72 % par rapport au cycle précédent.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Plusieurs militaires libanais tombent en martyrs dans une frappe sioniste



Plusieurs membres de l'armée libanaise sont tombés en martyrs samedi dans une frappe sioniste dans le sud du pays, malgré le cessez-le-feu théoriquement en vigueur. «Plusieurs militaires, dont un officier», ont été tués «dans une attaque (sioniste) brutale» ayant ciblé un véhicule militaire sur la route entre Khar-

dali et Nabatiyé, a indiqué l'armée dans un communiqué.

Pourtant, un nouvel accord de cessez-le-feu au Liban avait été annoncé mercredi, la trêve en vigueur depuis le 17 avril n'ayant jamais été respectée par l'entité sioniste.

Sur le terrain, l'agression sioniste contre le Liban se poursuit. L'armée sioniste a de

nouveau appelé samedi à l'évacuation de cinq villages dans le sud et l'est du Liban en prévision de frappes contre cette région.

Les frappes sionistes sur le Liban ont fait plus de 3.560 martyrs et contraint plus d'un million de personnes à fuir leurs domiciles, selon les autorités libanaises.

Nigeria: huit soldats tués dans deux attaques

Huit soldats nigériens ont été tués lors de deux attaques distinctes contre des bases militaires dans le nord-est du Nigeria, ont indiqué vendredi des sources militaires et sécuritaires.

Ces attaques, menées mercredi et vendredi, sont les premières depuis l'élimination du numéro deux de l'Etat islamique, le 16 mai, au Nigeria.

Depuis 2009, une insurrection jihadiste menée par Boko Haram puis par son rival, l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap), a fait des di-

zaines de milliers de morts et des millions de déplacés dans le nord-est du pays le plus peuplé d'Afrique.

Le 15 mai, des frappes aériennes coordonnées par le Nigeria et les Etats-Unis ont tué le Nigérien Abou Bilal Al-Minuki, chef adjoint de l'EI, ainsi que certains de ses principaux lieutenants dans la ville de Metele, près de la frontière avec le Niger.

Cinq soldats ont été tués lors d'un raid contre une base à Mandaragirau, vendredi à environ 200 kilomètres du poste attaqué mercredi.



Mondial-2026: l'Iran fustige un «traitement discriminatoire» des Etats-Unis après des refus de visas



L'Iran a dénoncé samedi ce qu'il considère être un «traitement discriminatoire» après le refus par les Etats-Unis de délivrer des visas pour la Coupe du monde de football à plusieurs membres de l'encadrement de l'équipe nationale. «Pourquoi ne dites-vous pas que les visas ont été refusés à une grande partie du personnel de direction et d'encadrement, à des conseillers techniques et d'autres personnes qui font partie intégrante de l'équipe nationale?», a écrit sur X l'ambassade d'Iran en Turquie, qualifiant ces refus de «plus haut niveau de traitement discriminatoire intentionnel» à son encontre.

Elle répondait ainsi à une déclaration de l'ambassadeur américain en Turquie, qui annonçait que l'équipe iranienne avait obtenu ses visas pour les Etats-Unis.

L'Iran a été l'un des premiers pays qualifiés pour le Mondial mais sa participation a été remise en question après le déclenchement de frappes israélo-américaines sur le pays le 28 février.

EDITORIAL

Abdelkrim Zerzouri

VERS UN RETOUR EN FORCE DES BRICS ?

Avant même la tenue du prochain sommet 2026 des BRICS+ en Inde, pays qui assure la présidence tournante du groupe en 2026 (après le Brésil en 2025), la Chine se prépare activement à sa séquence de leadership pour 2027. La Chine assumera la présidence du groupe en 2027, et ne veut pas trop tarder avant de faire connaître ses plans visant une refonte profonde des objectifs concernant le groupe pour cette prochaine édition. Certains parlent dans ce contexte des rivalités entre l'Inde et la Chine et les désaccords qui en découlent à propos de plusieurs dossiers d'ordre régional et international, mais il faut plutôt voir deux grandes économies qui prennent en main durant deux ans consécutifs les destinées du groupe, qui comprend onze membres représentant plus de 40% de la population mondiale. Sûr qu'il en ressortira quelque chose qui pèsera lourd sur l'échiquier mondial, notamment à la fin 2027, coïncidant avec la fin de la présidence du bloc par la Chine.

Les BRICS+ n'ont pas trop brillé ces dernières années, et plusieurs raisons compréhensibles sont avancées pour justifier ce repli sur soi du groupe, notamment les tensions géopolitiques persistantes, mais l'année 2027 s'annonce comme un rendez-vous propice pour réaffirmer la place et le poids des BRICS+ face à d'autres blocs, notamment occidentaux, à l'exemple du G7. En 2027, la Chine compte approfondir ou passer à l'acte dans plusieurs dossiers sur la table des BRICS depuis quelque temps, à l'enseignement des initiatives liées aux paiements transfrontaliers, aux réformes de vote du FMI, à la gouvernance de l'IA, au financement climatique et à la réforme du système monétaire international, dont la dé-dollarisation, voire un nouvel ordre financier mondial, un temps mise en veille mais jamais

oubliée. L'objectif en question est au cœur de la stratégie que cherchent à mettre à l'œuvre la Chine et la Russie au sein du groupe. Une autre dimension entre en jeu quand on sait que la Chine prendra la présidence du groupe dans une phase interne marquée par le lancement de son plan quinquennal 2026-2030, un plan à travers lequel la Chine vise à devenir la première puissance mondiale, selon les avis de certains observateurs. A voir ce plan de près, ces derniers ne risquent pas de se tromper. Ce plan quinquennal, adopté en mars 2026, est foncièrement orienté sur les hautes technologies émergentes, ainsi que l'économie, la défense, la démographie et les tensions géopolitiques. Ainsi, l'autonomie technologique figurera parmi les priorités absolues, privilégiant le développement de l'industrie manufacturière de pointe, les énergies vertes, l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées, selon les déclarations de Marina Zhang, professeure associée à l'Université de Technologie de Sydney.